

LA QUESTION DES SALAIRES, CLE DE LA CRITIQUE DE LA MARCHANDISATION DU MONDE

Bulletin de tendance n°4

Edité par des militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire (Voix des Travailleurs) – janvier 2001

Sommaire :

- p.2 La question du cout du travail, la question sociale et politique centrale**
- p.5 Combattre l'économie de marché en lui retournant ses propres lois**
- p.8 Qu'est-ce que le salaire, le prix du travail ou de la force de travail ?**
- p.10 Qui crée la valeur ? le capital ou le travail ?**
- p.13 L'inflation, les prix contre les salaires en faveur des profits**
- p.15 L'épargne salariale : pour que les patrons puissent investir en bourse une part des salaires**
- p.18 Emploi ou salaire, le chantage patronal**
- p.21 Plus-value contre salaires : au cœur des rapports sociaux de la société capitaliste, la lutte pour l'appropriation des richesses produites par le travail**
- p.24 Métamorphose de la question sociale ou évolution du même rapport d'exploitation**
- p.26 Les solutions pour l'avenir ne peuvent être trouvées dans une idéalisation du passé**
- p.29 La nouvelle économie exige une nouvelle organisation sociale, débarrassée des rapports d'exploitation**

LA QUESTION DU COUT DU TRAVAIL, LA QUESTION SOCIALE ET POLITIQUE CENTRALE

L'explosion gigantesque des profits des entreprises, à un pôle, la baisse du coût du travail à l'autre, sont telles que bien des travailleurs et des militants syndicaux se posent le problème de reprendre l'initiative sur les revendications de salaire. L'augmentation des salaires, cela veut dire plus d'argent pour la consommation et les dépenses publiques utiles à la collectivité, moins d'argent gaspillé de façon improductive à la Bourse et pour l'enrichissement privé des actionnaires des trusts et de la finance. Cela implique de renouer avec une politique de classe pour vendre sa force de travail plus cher.

Pour que la - fragile - croissance retrouvée ne se fasse pas en détruisant toujours plus d'emplois stables, en augmentant encore la précarité, en aggravant les inégalités sociales, le monde du travail doit revendiquer sa part des richesses que le patronat s'approprie en menant une guerre de classe, avec le soutien des gouvernements successifs. La lutte pour les salaires, pour mettre un frein à la baisse du coût du travail, la classe ouvrière ne peut la mener que collectivement avec la conscience non seulement qu'elle a la force, par son nombre, d'inverser le rapport des forces avec la bourgeoisie, mais aussi qu'il lui faut imposer son contrôle sur le fonctionnement de l'économie et de la société. Sinon, par le simple jeu du rapport des forces, économique et social, toute amélioration sera inévitablement remise en cause par le patronat.

Cela veut dire avoir une conscience claire des rapports d'exploitation, remettre en cause la propriété privée capitaliste sans craindre de faire de la politique, la politique de sa propre classe.

Dans cette société où tout est marchandise, la force de travail est une marchandise comme une autre, mais une marchandise qui a la vertu de créer plus de valeur qu'elle n'en consomme sous forme de salaire. Il ne peut donc y avoir de juste rétribution du travail dans la société capitaliste où le but de la production n'est pas la satisfaction des besoins humains, mais seulement des besoins solvables pour que le profit puisse être extorqué au salarié, par la réalisation de la plus-value, du travail non payé.

« Ce qui sur le marché fait directement vis-à-vis au capitaliste, ce n'est pas le travail, mais le travailleur. Ce que celui-ci vend c'est lui-même, sa force de travail. Dès qu'il commence à mettre cette force en mouvement, à travailler, dès que son travail existe, ce travail a déjà cessé de lui appartenir et ne peut plus désormais être vendu par lui. Le travail est la substance et la mesure inhérente des valeurs, mais il n'a lui-même aucune valeur » (Marx - Le Capital -livre premier).

Pour la classe ouvrière, défendre ses intérêts propres, son droit à l'existence, son salaire, c'est défendre aussi les intérêts de toute la société, du progrès, d'une véritable démocratie, contre les intérêts d'une classe minoritaire et privilégiée qui, pour assouvir sa soif de profits, est en train de préparer un recul social général.

Vingt ans d'offensive patronale pour rétablir le taux de profit

La croissance actuelle, c'est une augmentation de la production, des investissements faits par les capitalistes, dans la mesure seulement où ils sont assurés de grossir leurs profits. Elle n'est possible que parce que depuis vingt ans, le patronat, servi par les gouvernements successifs, a remis en cause les droits des travailleurs en matière de salaire, de conditions de travail, de licenciements, de protection sociale. Et c'est aussi son talon d'Achille. Depuis la fin des années soixante-dix, pour contrecarrer la chute du taux de profit, due à la saturation des marchés forcément limités en régime capitaliste parce que restreints à la seule demande solvable, la bourgeoisie a systématiquement attaqué tous les acquis de la classe ouvrière, fruits des luttes et de la pression exercée par celle-ci dans la période d'expansion économique. Pour rentabiliser ses capitaux, elle a aggravé l'exploitation de la classe ouvrière et s'est appropriée une part croissante des richesses produites.

« Que veut le capitaliste ? Obtenir le plus de travail possible pour le moins d'argent possible. Ce qui l'intéresse pratiquement, ce n'est donc que la différence entre le prix de la force de travail et la valeur qu'elle crée par sa fonction. Mais il cherche à acheter de même tout autre article au meilleur marché possible et s'explique partout le profit par ce simple truc : acheter des marchandises au-dessous de leur valeur et les vendre au-dessus. Aussi n'arrive-t-il jamais à s'apercevoir que s'il existait réellement une chose telle que la valeur du travail, et qu'il eût à payer cette valeur, il n'existerait plus de capital et que son argent perdrait la qualité occulte de faire des petits ». (Marx - Le Capital - livre premier).

Pour faire baisser le coût du travail, faire pression sur les salaires, les capitalistes ont utilisé toutes les armes. Politiques, en profitant de l'arrivée de la gauche au gouvernement en 81, qui a mis en place le blocage des salaires en 83, imposé des plans de licenciements, justifiés soi-disant par la nécessité de rénover l'outil de travail et de faire face à la concurrence, qui a fait des nationalisations largement indemnisées, permettant ainsi de dégager massivement des capitaux qui sont allés alimenter la spéculation boursière. Economiques, en se servant de la pression du chômage pour déréglementer le droit du travail, sous-payer de larges fractions de travailleurs, notamment les jeunes et les femmes, en développant le travail précaire, l'intérim, les stages-bidons. Ce sont des milliards que les gouvernements successifs ont donné au patronat sous forme d'aides à l'emploi, de suppressions ou de réductions de charges sociales. Cet argent sert à alimenter le casino boursier, il se transforme en dépenses parasites alors qu'il pourrait servir à augmenter les salaires, à embaucher, notamment dans les services publics, à résorber le chômage. En 1996, le coût du chômage s'élevait à 1 100 milliards de francs à la charge des salariés par le biais des cotisations Unédic ; cette somme permettrait d'embaucher cinq millions de travailleurs payés 12 500

F brut (" les aides à l'emploi", Commission d'enquête parlementaire de 1996) alors qu'il y a 1,3 million de " travailleurs pauvres ", survivant avec 3 500 F par mois pour un ménage de deux personnes. Mais de cela, il n'est pas question, cela entraînerait une hausse générale des salaires et mettrait la classe ouvrière en situation de disputer le prix de sa force de travail en cherchant à imposer une autre répartition des richesses en prenant sur les profits et par là, de contester le droit à la bourgeoisie de diriger la société.

La politique de la bourgeoisie est exprimée crûment par un économiste, fervent défenseur du marché, Alain Minc, quand il affirme : " il faut se conformer aux règles du jeu qui vous sont imposées. Au fond, les Français avaient besoin qu'on les prive des protections dont ils s'étaient entourés » Mais pour les travailleurs, ce n'est pas un jeu dont il s'agit mais de leur droit à l'existence, de leur vie même.

Les trusts, les banques, la finance, sont les seuls gagnants : en 1983, trois sociétés françaises étaient dans le peloton de tête mondial (Total, Elf Aquitaine, Renault), aujourd'hui, il y en a cinq (TotalFinaElf, Vivendi, Peugeot, Renault et Carrefour). C'est à coups d'OPA, d'OPE, de fusions-acquisitions, de privatisations, d'ouverture à la concurrence, que le capital s'est restructuré, a gagné des parts de marché, en aggravant la concurrence et en concentrant ses capitaux. Pas en augmentant de façon significative la production. En 1999, les sommes mises en jeu dans les fusions-acquisitions étaient d'environ 3 435 milliards de francs, treize fois le budget de la France, en augmentation de 30 %.

La part des salaires par rapport aux profits, elle, a reculé au point qu'aujourd'hui, elle est au même niveau qu'en 1960 alors que de 1980 à 1998, la productivité a augmenté de 55 %. En 1998, un quart des salariés a touché moins de 6 900 F; depuis 1995, le nombre de Smicards a augmenté de 12,8 %, si bien que dans 80 % des secteurs, le salaire d'embauche est inférieur au SMIC ("L'évolution des salaires en 1998" - Insee).

Pour le mouvement ouvrier, reconstruire, une tâche politique qui signifie ne pas idéaliser le passé ni se soumettre aux idéologies qui désarment les travailleurs

Pour retrouver le chemin de la lutte pour inverser le rapport des forces, la classe des salariés a besoin de penser ses intérêts consciemment comme le fait la bourgeoisie pour son propre compte. Mais classe opprimée, elle ne peut s'émanciper que collectivement, en discutant de ses intérêts, de sa politique, de ses besoins.

Pour cela, elle a besoin de se voir telle qu'elle est et telle qu'elle produit, sur les lieux de travail, dans les usines, les chantiers, les bureaux, toutes les richesses sociales. Aujourd'hui, la classe des salariés n'a jamais été aussi nombreuse, aussi cultivée, coopérant aussi largement dans le travail. Toutes les idéologies qui annonçaient la fin du travail et des travailleurs ont été pleinement démenties par l'évolution économique même. Tel Rifkin, admirateur du capitalisme et dupe du rôle de la bourgeoisie qui professait doctement : « nous entrons

dans une phase nouvelle de l'histoire du monde : de moins en moins de travailleurs seront nécessaires pour produire les biens et les services demandés destinés à la population de la planète ». Certes, mais il n'en reste pas moins que les biens et les services, sont toujours produits par les travailleurs. Les non-salariés ne représentent que 10 % de la population active, le salariat touche de plus en plus largement le monde du travail. Si les ouvriers d'industrie ne représentent plus qu'un tiers des salariés, ceux de la Fonction publique, les employés, les travailleurs des services, les techniciens, sont de plus en plus nombreux. Le nombre de ceux qui sont soumis aux rapports sociaux employeurs-salariés est en augmentation. La phrase du Manifeste communiste de 1848 de Marx et d'Engels n'a jamais été autant actuelle : « *le caractère distinctif de notre époque est d'avoir simplifié les antagonismes de classe* ».

En même temps, la part des salariés dans les richesses produites n'a jamais été aussi faible, conséquence du rapport de force que lui a imposé et lui impose encore le patronat.

Ce creusement des inégalités sociales au détriment des intérêts collectifs amène certains intellectuels à tenter de trouver les moyens d'une nouvelle distribution des richesses qui pourrait contrecarrer l'évolution sociale actuelle. Par exemple, Friot, dans « pour un imaginaire communiste du salaire », au nom d'un « déficit idéologique » cherche les moyens d'une régulation pour un capitalisme plus juste, plus humain, en proposant notamment d'« imposer le salaire universel qui vient bousculer l'accumulation du capital ». Mais si déficit idéologique il y a, c'est du point de vue des idées marxistes, des idées scientifiques pour mener la critique radicale du capitalisme pour mettre en œuvre les idées de la lutte des classes.

Les idées réformistes, staliniennes ou social-démocrates, ont contribué à désarmer les travailleurs pour leur faire accepter un recul de leurs conditions de vie. En se faisant les défenseurs de la politique de la gauche gouvernementale, en 1981 et dans les années qui ont suivi, puis à nouveau depuis 1997, les militants du PC, plus présents parmi les travailleurs que ceux de la social-démocratie, notamment à travers la CGT, ont défendu les idées de collaboration de classe, qui ont servi à paralyser et anesthésier les salariés. En se faisant le relais de la politique gouvernementale, ils ont contribué à propager les illusions dans la bourgeoisie, dans sa légitimité à diriger la société, en réduisant souvent le combat de classe, particulièrement pour les salaires, à un marchandage dérisoire qui ne servait qu'à légitimer l'existence des appareils syndicaux ou du PCF auprès des travailleurs. Ces illusions n'ont pu se propager que parce que, dans la période d'expansion,

la bourgeoisie pouvait assurer aux classes populaires une légère amélioration de leur condition, ou du moins la leur faire miroiter. La politique des trusts et de la finance, la soumission complète du gouvernement de la gauche plurielle, ne peuvent plus semer beaucoup d'illusions, ni sur la bourgeoisie, classe égoïste et irresponsable, ni sur la capacité des réformistes staliniens à marchander la valeur de la force du travail dans un sens un tout petit peu plus favorable.

Avec la « refondation sociale » du Medef, ce sont tous les acquis des salariés en matière d'assurance-chômage, de retraites, etc, qui sont attaqués. Pour le patronat, l'enjeu est clair : il faut continuer à faire baisser le coût du travail, les droits du monde du travail, pour que les profits continuent leur envolée, en appauvrissant encore plus les salariés, les chômeurs, les retraités. C'est une question de survie pour le système capitaliste qui ne peut exister qu'en dévorant toujours plus de richesses pour que la machine à faire des profits continue à s'emballer. Cela, malgré, ou plutôt à cause de la croissance.

Le patronat n'a pas de marge de manœuvre : tout ce qui se transformerait en salaires le ferait au détriment des bénéficiaires. Avec la mondialisation, la concurrence que se font les trusts, les banques, les assurances, se fait à l'échelle du monde, en toute liberté de pillage, et cette folle course en avant ne peut s'arrêter. Pour le gouvernement non plus, il n'y a pas de marge de manœuvre : fidèle serviteur du marché, du libéralisme, il ne peut que faire une politique dans le sens des intérêts des privilégiés, les seuls auxquels il a des comptes à rendre. Comme avec la loi Aubry sur les 35 heures qui s'est accompagnée du gel des salaires ou d'une clause hypocritement intitulée « modération salariale ». Tout en se tenant en retrait par rapport aux négociations syndicats-patronat, le gouvernement a donné son agrément au Pare, mesure de déréglementation du droit collectif des chômeurs, qui aura pour conséquence la baisse des salaires.

Pour se défendre et remettre en cause le droit d'une minorité à exploiter la majorité, les salariés ont besoin d'utiliser toutes leurs armes, celle du combat syndical comme du combat politique en toute indépendance du patronat, du gouvernement, du pouvoir. Le rôle des militants révolutionnaires est d'y aider la fraction qui se pose aujourd'hui le problème d'une autre répartition des richesses.

De plus en plus minoritaire, la grande bourgeoisie ne peut continuer à contrôler la marche de l'économie et l'Etat qu'en divisant les salariés, en aggravant leur concurrence. Celle existant dans le travail, les conditions de rémunérations, les statuts, n'a plus vraiment de raisons d'être tellement le nivellement est général. Un travailleur, demain sera chômeur, et un chômeur sera précaire, CDD, ou intérimaire. Restent toutes les idées qui visent à masquer les vrais rapports d'exploitation, l'origine des profits, le fonctionnement même du système capitaliste, pour présenter la domination de la propriété privée comme éternelle et incontournable. L'organisation sur le plan social, syndical, politique, du monde du travail est la seule réponse possible, sans hiérarchiser le niveau d'intervention mais en menant la lutte des classes, en s'assimilant l'idée que, menée jusqu'au bout celle-ci débouche sur la nécessité de la suppression du salariat

Comprendre les vrais rapports de classe, une nécessité objective

Pour se mobiliser, poser leurs revendications, contester la part des richesses que la classe capitaliste s'approprie, les salariés ont besoin de penser consciemment leur situation objective, les rapports de classe. Ils ont besoin de juger avec leurs propres opinions les discours des uns et des autres, pour ne pas en être dupes, ne pas faire confiance à ceux qui justifient l'exploitation de l'homme par l'homme par de soi-disant lois du marché, tout en travestissant leurs propos derrière un paternalisme méprisant. Pour ne pas laisser des avocats intervenir à leur place et ensuite exercer leur chantage pour revendiquer leur reconnaissance, ils ont besoin de faire de la politique, celle des exploités, en ne faisant confiance qu'à leur organisation, à l'action collective, pour défendre leurs intérêts.

Pour lutter contre la baisse du coût du travail sous toutes ses formes et retrouver confiance en eux-mêmes, dans leurs propres forces, dans leur dignité de travailleur conscient de son rôle, ils ont besoin de s'émanciper du regard des classes dominantes, de leur morale, de leurs préjugés de classe pour contester le salariat en affirmant le droit des travailleurs à jouir des richesses que leur classe produit contre les parasites qui voudraient, pour justifier le vol du travail, nier la dignité et l'humanité des salariés.

Lutter pour une autre répartition des richesses exige la lutte contre l'aliénation y compris morale et idéologique.

COMBATTRE L'ECONOMIE DE MARCHÉ EN LUI RETOURNANT SES PROPRES LOIS

La presse économique, le gouvernement, le patronat, se font tous les chantres de l'économie de marché. D'après eux, ce serait le règne de la plus grande liberté puisque salariés, banquiers ou patrons profiteraient tous de la croissance et du développement économique. Un rapport de la Banque Mondiale de décembre dernier explique même : « *la croissance ne profite pas plus aux riches qu'aux pauvres. Pour la très grande majorité des pays étudiés, les ressources des plus démunis et des nantis s'accroissent dans les mêmes proportions* »... en clair, une infime minorité a continué à concentrer entre ses mains, en moyenne, autant que 1*immense majorité de la population. Quelle égalité ! La gauche gouvernementale n'est pas non plus en reste, elle pour qui « *le marché est l'espace de la production de richesse : indéniablement, il est le plus à même de récompenser et de stimuler ceux qui créent, qui entreprennent* ».

Mais tous ces défenseurs de l'économie de marché qui se gargarisent des progressions boursières ont une crainte : celle des luttes pour les salaires. Alors que la croissance s'est faite sur la base des attaques contre les salariés et de l'explosion de la précarité (les postes en contrat à durée déterminée et à temps partiels représentent aujourd'hui 30 % des effectifs salariés en Europe, contre moins de 15 % il y a 10 ans), il ne faudrait surtout pas que les travailleurs, par « égoïsme », réclament leur dû : « *Une hausse trop forte des salaires peut-elle tuer le plein-emploi ? Préoccupation de riches... C'est pourtant la menace qui guetterait la France si elle abaissait significativement son chômage. Ces dernières décennies, les salariés sont devenus moins exigeants. L'« armée de réserve », forte de 3 millions de chômeurs, pesait forcément sur leurs revendications. Mais l'embellie pourrait changer la donne. (...) Mais ces hausses de salaires, si elles se généralisaient, pourraient pousser les entreprises à augmenter leurs prix pour les financer. Ce qui aurait deux conséquences : relancer l'inflation et dégrader la compétitivité des entreprises* ».

Aussi, tous ces tenants du libéralisme et de l'égalité expliquent qu'il faut maintenir la pression du chômage et condamner les chômeurs à accepter les emplois les moins payés possibles : « *Il faut résister à la démagogie paupériste de la revalorisation des minima sociaux. Augmenter les minima d'un taux supérieur à celui de l'inflation condamnerait plus de pauvres à le rester, en les dissuadant de prendre un emploi* ».

Bref, il n'y aurait qu'à se plier aux « lois du marché ». Mais l'économie de marché n'est pas un choix de société comme l'affirment tous ces idéologues bourgeois. Elle est avant tout un rapport entre des classes sociales aux intérêts diamétralement opposés. Et d'abord, en quoi consiste justement cette économie de marché ?

Dans l'économie de marché, tout est marchandise...

Dans cette société, la production ne se fait pas d'après un plan d'ensemble, mais de façon complètement anarchique, avec comme seul moyen de régulation, le marché. On ne produit pas un bien pour l'usage que l'on peut en avoir, mais essentiellement pour la valeur d'échange qu'il contient. Pour exister, pour avoir droit à participer aux fruits de la production sociale, il faut avoir une marchandise à échanger.

Mais comment s'établit cette valeur d'échange ? La plupart du temps, on nous présente les variations des prix des marchandises comme l'expression de la loi de l'offre et de la demande. En quelque sorte, tout capitaliste pourrait fixer les prix qu'il veut, en fonction seulement de la demande du marché et de la concurrence.

Mais si un secteur de production nouveau où la demande est forte, permet provisoirement de vendre les marchandises à prix forts, cela ne dure pas. Ce secteur devenant attirant, de nouveaux capitalistes vont y investir leurs capitaux, la production va se développer et les prix vont inévitablement baisser.

En fait, les prix des marchandises s'établissent tantôt au-dessus, tantôt au-dessous de leur valeur réelle qui est, elle, déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire qu'elles contiennent. Dans l'anarchie du marché, où les producteurs produisent indépendamment les uns des autres, c'est cette loi de la valeur qui régule les échanges des marchandises.

... même la force de travail

Dans cette économie de marché, les salariés, qui ne disposent d'aucun moyen de production, n'ont rien d'autre à échanger que leur force de travail, que les capitalistes achètent pour le prix du salaire. Comme pour toutes les marchandises, le capitaliste achète cette force de travail à sa valeur, c'est-à-dire ce qui est nécessaire à son entretien et à son renouvellement, et l'utilise au maximum. Ainsi dans une journée de travail, le salarié travaille un certain temps pour son salaire, et le reste du temps, au profit du capitaliste qui s'accapare du travail non payé, la plus-value.

L'économie de marché s'appuie sur un rapport de force. Quand le salarié se présente individuellement devant le capitaliste, c'est lui qui est demandeur pour vendre sa force de travail. La « liberté » du salarié, c'est celle d'être obligé de vendre son travail à l'ensemble de la classe qui détient tous les moyens de produire.

Comme pour toutes les marchandises, le salaire est soumis lui aussi aux lois de l'offre et de la demande, et c'est en permanence que les capitalistes utilisent la concurrence entre salariés pour tirer davantage de surprofits. La lutte du capital pour baisser les salaires, ou pour allonger au maximum la durée du travail, la rendre plus flexible, a toujours été permanente.

Dans la période précédente, la bourgeoisie a ainsi profité de la crise et du rapport de force en sa faveur, pour s'en prendre aux salaires et ainsi payer la force de travail en-dessous de sa valeur. Elle a développé toutes les formes de précarité, mis en concurrence les salariés entre eux, utilisé le chômage et cette pression de « l'armée industrielle de réserve » pour dégrader les conditions de travail. En France, entre 1985 et 1995, la productivité horaire moyenne du travail a progressé de 42 %... et cela tout en baissant les salaires. Tout pour augmenter cette part du travail non payée. Ainsi, entre 1981 et 1996, la part des salaires dans les richesses produites en France a chuté de 68,7 % à 60,2 % alors que la part des profits est passée de 25,8 % à 31,5 %.

Aujourd'hui, ce qui est en question avec la question des salaires, c'est de reprendre l'offensive face à la bourgeoisie, de profiter d'un rapport de force plus favorable pour les travailleurs pour imposer une autre répartition des richesses, pour imposer des salaires qui ne soient pas le minimum pour survivre. Pour payer la force de travail à sa valeur, c'est-à-dire à ce qui est nécessaire à tous ses besoins et pour le bien-être de tous, cela signifie la lutte collective pour ses intérêts de travailleurs. Là aussi, comme pour toutes les marchandises, les prix oscillent autour de la valeur réelle. Lutter pour les augmentations de salaires, c'est appliquer le droit plus que légitime de « réguler » le prix de la force de travail, payée bien en-dessous de sa valeur aujourd'hui.

La lutte collective et l'organisation : seuls moyens d'imposer une autre répartition des richesses

Depuis son origine, la seule chose qui ait permis de limiter les ravages de l'économie de marché, c'est la lutte des opprimés. C'est par leurs luttes que les salariés ont obligé les capitalistes à limiter le temps de travail, à limiter l'âge légal du travail, à obtenir des congés, des couvertures sociales, bref, à limiter l'exploitation qu'ils subissaient. Sans ces luttes, il n'y aurait pas de limites à l'exploitation la plus sauvage du travail humain. Et justement, les idées socialistes sont nées du constat que la société est partagée en deux camps sociaux opposés dont les intérêts sont irréconciliables, celui de ceux qui font du profit en s'appropriant le travail des autres au nom de la propriété, et celui de ceux qui, en n'exploitant personne, essaient de vivre de leur travail. Ce sont deux logiques sociales incompatibles.

L'intérêt du capitaliste, c'est payer la marchandise « force de travail » le moins cher possible. Bien sûr, il a toute une armée d'économistes, de propagandistes à son service pour expliquer que la payer plus, ce serait immoral, dangereux pour l'économie, pour l'augmentation des prix, etc. En fait, augmenter les salaires n'augmenterait pas les prix, puisque la quantité de travail contenue dans les marchandises ne changerait pas, mais elle conduirait par contre à baisser le taux de profit !

L'intérêt des travailleurs, en tant que vendeurs de la force de travail, est tout à l'opposé. Le salaire, c'est ce qui est socialement nécessaire pour vivre, en bénéficiant du meilleur de ce que la société produit. De même, que l'on ait ou pas un emploi, qu'il soit à temps partiel ou à temps complet, c'est un droit fondamental du monde du travail d'avoir de quoi renouveler sa force de travail, en profitant des progrès actuels de la société. D'ailleurs, les capitalistes et le gouvernement ne se trompent pas dans le lien entre les chômeurs et les salariés, eux qui se refusent à augmenter les minima sociaux pour ne pas voir les plus bas salaires augmenter.

Mais pour faire respecter leurs intérêts de salariés jusqu'au bout, les travailleurs ne peuvent le faire qu'en s'organisant et en luttant collectivement, en refusant ce contrat « libre » et individuel du salariat. Comme le disait la révolutionnaire allemande Rosa Luxemburg : *« Nous voyons que du point de vue purement marchand, l'ouvrier a au moins autant raison que le capitaliste. Ce n'est qu'à la longue qu'il impose son point de vue; car il ne peut l'imposer... que comme classe sociale, c'est-à-dire comme collectivité, comme organisation. C'est avec la formation des syndicats et du parti ouvrier que le salarié commence à imposer la vente de sa force de travail à sa valeur, c'est-à-dire à imposer son niveau de vie comme une nécessité sociale ».*

Ainsi, lutter pour les augmentations de salaire, s'organiser pour le faire en affirmant les besoins du monde du travail comme un droit fondamental pour tous, c'est de fait nier la condition de marchandise que l'économie de marché impose par le salariat.

« Notre travailleur, il faut l'avouer, sort de la serre chaude de la production autrement qu'il n'y est entré. Il s'était présenté sur le marché comme possesseur de la marchandise « force de travail », vis-à-vis de possesseurs d'autres marchandises, marchand en face de marchand. Le contrat par lequel il vendait sa force de travail semblait résulter d'un accord entre deux volontés libres, celle du vendeur et celle de l'acheteur. L'affaire une fois conclue, il se découvre qu'il n'était point un agent libre ; que le temps pour lequel il lui est permis de vendre sa force de travail est le temps pour lequel il est forcé de la vendre, et qu'en réalité le vampire qui le suce ne le lâche point tant qu'il lui reste un muscle, un nerf, une goutte de sang à exploiter. Pour se défendre contre les « serpents de leurs tourments », il faut que les ouvriers ne fassent plus qu'une tête et un cœur ; que par un grand effort collectif, par une pression de classe, ils dressent une barrière infranchissable, un obstacle social qui leur interdise de se vendre au capital par contrat libre, eux et leur progéniture, jusqu'à l'esclavage et la mort. » Marx, Le Capital

QU'EST-CE QUE LE SALAIRE, LE PRIX DU TRAVAIL OU LE PRIX DE LA FORCE DE TRAVAIL ?

Le salaire, c'est communément le revenu qu'obtient le travailleur à l'issue d'un contrat « librement » consenti entre ce dernier et un patron qui l'emploie et le rétribue. En toute logique, quand la productivité du travail augmente, quand donc les richesses qu'il crée augmentent, le salaire devrait faire de même. Or c'est le contraire qui se passe. Liliane de Bettencourt, patronne de L'Oréal et Nestlé et première fortune de France possède 123 milliards annuels. Elle s'enrichit de 4 millions de francs par heure, un SMIC toutes les 5 secondes, de jour comme de nuit, alors qu'en 1995, elle ne s'enrichissait que d'un SMIC toutes les minutes ! En 2 ans, le nombre de milliardaires en France est passé de 120 à 150, certains, comme Bouygues, multipliant leur fortune par 5,5.

L'augmentation de la productivité du travail ne profite pas de la même façon à nos deux libres contractants.

En fait, derrière cette fable du libre contrat se cache un rapport d'exploitation.

Ce rapport entre le salarié et le capitaliste n'est ni libre ni honnête, c'est un rapport marchand et inégalitaire entre celui qui n'a d'autre possibilité pour vivre que de vendre la seule chose qu'il possède, sa force de travail, et celui qui détient le capital, c'est-à-dire les moyens de mettre en œuvre cette force de travail.

Le salariat est ce rapport social de domination et d'exploitation qui permet aux capitalistes de s'approprier légalement le produit du travail de l'ouvrier dont ils ont acheté la force de travail en échange d'un salaire dont la valeur est inférieure à la valeur qu'il crée. C'est le vol légal de cette différence, cette plus-value, qui est le moteur du système capitaliste, la source du profit, et aucun salarié n'y échappe.

Le capital a besoin du travail salarié et le travail salarié a besoin du capital. Ils sont la condition l'un de l'autre. Les patrons ont toujours essayé de payer la force de travail à un minimum, en dessous duquel elle ne peut plus se reproduire, pour dépenser le moins possible en salaires et obtenir le plus de profits. Ils ont fait travailler les ouvriers jusqu'à 18 heures par jour, ils ont mis en concurrence les hommes avec les femmes et les enfants, employés pour des salaires encore plus bas ; avec l'aide de l'Etat et de sa police, ils ont encaserné les ouvriers, les ont mis à l'amende, ont condamné des ouvrières à la prostitution par des salaires de misère. L'exploitation du travail humain par la bourgeoisie n'a eu comme limite que la résistance physique des ouvriers. Ces derniers y ont mis un frein, en s'opposant à la concurrence qui les divise, en brisant leur isolement face au patron, en unissant leurs forces. Frein, sans cesse remis en cause, surmonté par la « mondialisation » du rapport d'exploitation, c'est-à-dire par la mise en concurrence à l'échelle de toute la planète des travailleurs.

C'est à travers ces luttes que s'établit le prix de la force de travail, qui équivaut en moyenne au prix des marchandises nécessaires à l'entretien de l'ouvrier et de sa famille dans chaque pays. Le prix de la marchandise force de travail, le salaire, n'a rien à voir avec le travail et la richesse produits par l'ouvrier ; il est le juste minimum pour le maintenir en vie, il est le produit d'un rapport de forces entre la bourgeoisie qui achète la force de travail et l'ouvrier qui la vend.

Le « contrat » libre est une duperie. C'est parce que la bourgeoisie a trouvé à sa disposition, dans le monde occidental en ruines avec la chute de la féodalité, une classe d'exploités dépossédés de tout, n'ayant que leurs bras à vendre, qu'elle a instauré par la violence et la guerre le régime du salariat, qu'elle a imposé ensuite aux autres peuples, aidée par les Etats des grandes puissances coloniales. Et c'est ce système capitaliste né « suant le sang et la boue par tous ses pores » (Marx) qui, paradoxalement, a engendré le travail dit « libre » car pouvant se vendre lui-même. Les exploités des systèmes économiques antérieurs ne pouvaient pas vendre librement leur force de travail. L'esclave ne le pouvait pas, parce qu'il était lui-même vendu au propriétaire d'esclaves en même temps que sa force de travail. Il était une marchandise qui pouvait passer de la main d'un propriétaire à celle d'un autre, mais sa force de travail n'était pas sa marchandise. Le serf ne vendait pas plus sa force de travail que l'esclave. Un contrat définissait le temps de travail gratuit qu'il fournissait au seigneur. L'ouvrier libre, lui, se vend morceau par morceau. Il vend aux enchères capitalistes, jour après jour, des heures, des journées, des mois et des années de sa vie au capitaliste qui les achète. Il est libre de quitter le capitaliste auquel il se loue aussi souvent qu'il le souhaite et le capitaliste le licencie aussi souvent qu'il veut, dès qu'il n'en tire plus assez de profit Mais

l'ouvrier ne peut jamais quitter la classe entière des patrons, sinon il ne peut plus travailler et vivre. Il n'appartient pas à un seul employeur mais à toute la classe capitaliste. S'il veut se débarrasser du rapport capitaliste, il a besoin de comprendre objectivement ce qu'il est, un travailleur dépossédé de sa force de travail, marchandise sur le marché des capitalistes, obligé de se vendre à eux, mais pas à n'importe quel prix, comme des millions d'autres travailleurs pris dans le même rapport de classe. Il prend conscience par sa condition de travailleur qu'il ne peut se libérer seul mais à travers un rapport de force collectif contre l'ensemble de la classe capitaliste.

D'autant plus que l'exploitation de l'ouvrier ne s'atténue pas avec les progrès économiques et la croissance, au contraire, elle s'accroît. Le profit du capitaliste, qui correspond à la différence entre la valeur des marchandises que les ouvriers produisent et le salaire qu'ils reçoivent, est d'autant plus élevé que les salaires sont bas et inversement. Dans les périodes d'accroissement du capital, les salaires ne suivent pas l'augmentation des profits, même si le rapport étant plus favorable à l'ouvrier, ce dernier peut en tirer une maigre contrepartie. Il continue à être l'esclave de la classe capitaliste ; l'antagonisme entre ses intérêts et ceux de la bourgeoisie n'est pas supprimé, l'abîme social qui le sépare du capitaliste au contraire s'élargit.

Cette théorie de la plus-value que Marx avait mise à jour, au siècle dernier, en critiquant les travaux des principaux économistes bourgeois de son temps, est pleinement confirmée aujourd'hui. Ce n'est pas un constat statique, un jugement moral, mais la description d'un rapport de forces qui évolue et dont les contradictions s'aggravent et en rendent la prise de conscience plus flagrante.

Aujourd'hui, une partie importante du salaire a pris la forme d'un salaire socialisé. C'est-à-dire de salaire différé, qui représente une partie du prix de la force de travail, qu'il soit considéré comme part du salarié ou part patronale, appelée charges sociales. Ce salaire socialisé est donc déterminé comme le salaire direct, par la lutte entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. La protection sociale, les aides sociales et autres allocations familiales, ont été d'abord des initiatives de la bourgeoisie qui voulait s'acheter la paix sociale dans l'après-guerre. Si la bourgeoisie et la gauche libérale s'attaquent aujourd'hui au salaire socialisé par le biais, par exemple, de l'épargne salariale, de contributions comme la CSG financées par l'impôt et non plus par les salaires, c'est dans le cadre de leur offensive généralisée contre les acquis du monde du travail.

C'est à travers ces luttes qu'il apparaît aux travailleurs qu'il ne peut y avoir de salaire « équitable », que c'est le rapport de forces à imposer à la bourgeoisie qu'il leur faut penser, préparer, organiser à leur avantage. C'est en se battant pour ses droits sociaux, pour s'appropriier la plus large part du produit de son travail collectif, pour des augmentations de salaires, mais aussi contre la régression des droits sociaux, que le monde du travail prend conscience que ses intérêts vitaux sont incompatibles avec ceux de la classe capitaliste et que sa lutte collective le conduit à remettre en cause le salariat, c'est-à-dire le droit d'une minorité de s'approprier le travail humain.

Le salarié ne peut reconquérir sa pleine humanité qu'en passant au crible de la critique politique, littéraire et pratique, les fables qui prétendent lui masquer sa vérité d'exploité, pour penser les rapports d'exploitation afin de les dominer et de les combattre.

QUI CREE LA VALEUR ? LE CAPITAL OU LE TRAVAIL ?

La presse économique ne cesse de l'écrire : ce qui est important pour une entreprise, c'est la création de valeur !

Cela semble évident : pour que la société fonctionne, il faut que les entreprises créent des valeurs utiles pour la collectivité, des richesses matérielles ou des services pouvant être utilisés par des millions de femmes et d'hommes pour se loger, se nourrir, se déplacer, se divertir, bref, vivre... Pour nous, ce qui a de la valeur, ce sont les richesses utiles produites par le travail humain.

Mais ce qui nous semble évident n'est pas du tout l'univers des économistes, défenseurs zélés du libéralisme. La création de valeur dont ils parlent c'est... pour les actionnaires ! La seule « valeur » qu'ils connaissent ce sont les profits, les dividendes touchés par les actionnaires ! Pour eux, ce qui a de la valeur, c'est ce qu'une minorité de parasites peut s'accaparer des richesses produites par le travail collectif des salariés.

Dans un article de *La Tribune*, un banquier d'affaire explique : « *L'entreprise a une épée de Damoclès suspendue au-dessus d'elle : elle doit créer de la valeur en ayant une rentabilité supérieure au coût des capitaux qui lui sont confiés. Les trois leviers de la création de valeur sont la rentabilité, la croissance et l'usage efficace du capital.* »

Derrière tous ces discours sur la création de valeur, ces « experts en économie » ne font que répéter ce credo du capitalisme : une bonne entreprise est une entreprise qui dégage du profit. Quand ils disent « *il faut créer de la valeur* », cela signifie qu'il faut « *faire du profit, toujours plus de profit !* » quelles qu'en soient les conséquences pour le reste de la société. La bourgeoisie et ses théoriciens utilisent un langage qui se veut universel, au-dessus des classes et soucieux de l'intérêt général, pour masquer que toutes leurs préoccupations se ramènent à lutter pour s'approprier la plus grande part possible des richesses produites par le travail humain. Car, à la base de toute valeur, que ce soient des biens matériels utiles pour la collectivité ou les profits boursiers, il y a fondamentalement le travail humain créateur de toutes les richesses.

Aujourd'hui, avec le développement de la sphère financière, les revenus du capital, les profits spéculatifs, les dividendes semblent de plus en plus éloignés de la production matérielle. En effet des sommes faramineuses sont engrangées à la Bourse à travers des opérations de spéculation, à travers de vastes fusions-acquisitions. Ce sont des milliards qui circulent 24 H sur 24 d'une place boursière à l'autre, semblant vivre leur propre vie, semblant engendrer de nouveaux profits sans lien avec la création de véritables richesses. D'ailleurs, le gonflement de la sphère financière est tel qu'elle est devenue des dizaines de fois plus importante que toutes les richesses réelles produites et vendues dans le monde. Cela a conduit certains journalistes à parler, au début de l'envol de la Bourse, « *de l'argent qui crée de l'argent* »... sans doute par l'opération du Saint Esprit.

Non, l'argent n'a pas la propriété de créer par lui-même de l'argent. Ce n'est pas le capital qui crée la valeur mais le travail humain. Tous ces profits spéculatifs ne sont pas suspendus en l'air. Tout ce capital qui s'accumule et demande toujours à être valorisé dans de nouvelles opérations financières est, d'une façon ou d'une autre, rattaché à l'activité économique réelle : la production de richesses. D'ailleurs, si la Bourse a explosé à partir des années 80, c'est que les entreprises se sont remises à dégager des profits après des années d'attaques contre les salariés. La Bourse s'est envolée parce que la rentabilité du capital s'est accrue au détriment des salariés. La spéculation boursière repose sur une anticipation des profits attendus par les entreprises. Les actions qui ne sont qu'un droit sur les futurs profits réalisés par les entreprises qui les émettent, s'achètent et se vendent en fonction de la confiance dans la rentabilité de ces entreprises. Ce qui compte pour les boursicoteurs, c'est d'avoir confiance dans la capacité des entreprises à dégager des profits, à être rentables ! Inspirer cette confiance, c'est pour une entreprise voir arriver des capitaux, c'est pour cela que les dirigeants des groupes industriels sont pris dans une fuite en avant pour rentabiliser au maximum la production en restructurant à travers de multiples fusions-acquisitions qui s'accompagnent de licenciements massifs. Les actionnaires raisonnent à court terme et veulent que leurs capitaux aient le meilleur rendement possible, et comme les sommes en jeu sont gigantesques, ils ne peuvent se contenter d'attendre que les entreprises aient réalisé des profits par la production et la vente de marchandises, d'où cette fuite en avant dans des opérations financières de plus en plus gigantesques ! La spéculation boursière n'est qu'une forme de fonctionnement à crédit de l'économie capitaliste. Et c'est toute l'économie qui repose sur un développement sans précédent des diverses formes de crédit.

Aussi, la plus-value produite par le travail des salariés est partagée entre de plus en plus de parasites ayant un capital à mettre en valeur, même s'ils n'ont aucun rapport avec la production. Pour alimenter la Bourse, tous les moyens sont bons et c'est finalement toute l'activité économique vitale pour l'ensemble de la société qui est soumise à la folie des marchés financiers pour satisfaire la soif de profit d'une minorité.

Le fait que les théoriciens de la bourgeoisie cherchent à masquer l'origine de leurs profits, surtout quand ils se réalisent sous une forme qui ne semble pas directement liée à la production industrielle faisait écrire à Marx : « *Rente foncière, intérêt et profit industriel ne sont que des noms différents des différentes parties de la plus-value de la marchandise, c'est-à-dire du travail impayé que celle-ci renferme, et ils ont tous la même source et rien que cette source. (...) Ils ne proviennent ni de la terre ni du capital comme tels mais la terre et le capital permettent à leurs possesseurs de toucher chacun leur part de la plus-value extraite de l'ouvrier par l'employeur capitaliste.* » (*Salaires, prix et profit*).

C'est le travail qui crée la valeur, qui crée toutes les richesses. Cette valeur est partagée entre les salaires et une plus-value qui se répartit entre tous ceux qui ont des capitaux à investir. Si le capital semble créer de l'argent, de la valeur, c'est qu'il permet à une minorité de s'accaparer une partie du produit du travail humain. A travers le salariat, c'est ce rapport d'exploitation qui se joue, une lutte entre les classes à travers laquelle le capital s'approprie les richesses produites par le travail.

Augmenter la masse de cette plus-value au détriment de la part des salaires, tel est le but de l'offensive libérale que mène le patronat avec l'aide des gouvernements depuis 20 ans. Lutter pour s'en approprier la plus grande part, tel est le sens de la concurrence féroce à laquelle se livrent les grands groupes financiers à travers les marchés financiers mondiaux. C'est sur la base de cette masse de plus-value qui grandit que la bulle spéculative peut gonfler. D'ailleurs, dans un article de *La Tribune*, un conseiller financier en arrive à écrire : « *Une valeur créée sur le marché réel ne sert à rien si elle n'est pas reconnue par le marché financier* ».

C'est ce qu'on appelle la mentalité du rentier qui prend les effets du système dont il profite pour la cause de son fonctionnement. Pour ces parasites, les biens matériels qui sont vitaux pour des millions d'hommes et de femmes ne servent à rien s'ils ne permettent pas quelques spéculations sur les marchés financiers ! La seule chose utile, c'est la Bourse puisque c'est à travers elle qu'ils s'enrichissent ! Pour eux et les journalistes dupes de leur système, c'est la Bourse qui est la base de l'économie alors que c'est seulement le lieu où ils s'approprient une part de plus en plus grande du produit du travail humain au détriment des intérêts de la collectivité.

A travers tous ces discours sur la création de valeur, la bourgeoisie mène un combat idéologique. Elle voudrait faire croire que l'offensive libérale, qui se traduit concrètement par un accroissement sans précédent des inégalités sociales, est la conséquence d'une guerre économique qu'il faut accepter de mener, patrons et salariés au coude à coude. C'est une façon de vouloir nous rendre prisonniers de cette logique économique dont nous sommes pourtant les victimes. Les défenseurs du libéralisme voudraient nous convaincre de la légitimité de cette course folle à la rentabilité pour faire face à la concurrence, nous faire croire que c'est une nécessité et qu'il n'y a pas d'autres choix que de l'accepter.

Non, il n'y a aucune légitimité à cela, il n'y a que les mensonges d'une classe qui voudrait faire passer son intérêt étroit de classe qui va à l'encontre de l'intérêt de la collectivité pour des lois économiques universelles. Il ne s'agit pas de lois universelles mais d'un rapport d'exploitation, d'une lutte entre deux classes.

Pour nous faire croire que nous avons intérêt à ce que les profits augmentent, les patrons mettent en avant des formes d'intéressement aux résultats des entreprises mais là aussi il n'y a qu'un grossier mensonge. Car l'envol des profits des entreprises, l'augmentation des revenus du capital, se font au détriment des salariés, et les quelques miettes redistribuées à travers les différentes formes de participation n'y changent rien. Loin de s'amenuiser les inégalités se creusent entre les revenus du travail et ceux du capital. Les deux ne progressent pas ensemble, bien au contraire l'un n'augmente qu'au détriment de l'autre. Ce qui faisait écrire à Marx : « *Dire : l'ouvrier a intérêt à un accroissement rapide du capital, cela signifie seulement que plus l'ouvrier augmente rapidement la richesse d'autrui, plus les miettes du festin qu'il recueille sont substantielles ; plus on peut occuper d'ouvriers et les faire se reproduire, plus on peut multiplier la masse des esclaves sous la dépendance du capital. Lorsque le capital s'accroît rapidement, le salaire peut augmenter mais le profit du capital s'accroît incomparablement plus vite. La situation matérielle de l'ouvrier s'est améliorée, mais aux dépens de sa situation sociale. L'abîme social qui le sépare du capitaliste s'est élargi.* » (*Travail salarié et capital*).

Depuis 20 ans, la part du capital dans la valeur ajoutée des entreprises n'a cessé d'augmenter au détriment de la part des salaires. Ce n'est pas une fatalité, c'est le résultat d'une politique offensive de la bourgeoisie et des gouvernements à son service qui ont imposé ces reculs. Car, dans le cadre du rapport d'exploitation capitaliste, la part du capital ne peut augmenter qu'au détriment de celle des salaires et inversement.

La lutte pour l'augmentation des salaires est une nécessité, pas parce qu'il y aurait un salaire juste auquel on pourrait arriver, mais parce que c'est la seule réponse à l'offensive que mène la bourgeoisie pour accroître la part du capital au détriment des salaires. Les salariés n'ont d'autres choix que de lutter pour imposer, par un rapport de force en leur faveur, que les richesses produites par leur travail soient redistribuées en salaire, en investissement utile pour la

collectivité. C'est le travail qui crée la valeur mais aujourd'hui c'est le capital qui s'accapare une part de plus en plus grande de cette valeur à travers ce rapport d'exploitation qu'est le salariat. Pour reprendre ce qu'écrivait Marx : « *Dans les limites du rapport entre le capital et le travail salarié, les intérêts du capital et les intérêts du travail salarié sont diamétralement opposés.* » (*Travail salarié et capital*).

L'INFLATION, LES PRIX CONTRE LES SALAIRES EN FAVEUR DES PROFITS

Alors que le monde du travail pose la question des salaires, encouragé par les revenus de la croissance et l'explosion des profits pour les entreprises, les politiciens et économistes bourgeois agitent l'épouvantail de l'augmentation des salaires qui serait un danger pour l'économie parce qu'elle relancerait l'inflation, qui nous entraînerait dans la spirale infernale de la hausse des prix. C'est cet argument qui est par exemple aujourd'hui opposé aux fonctionnaires dans le cadre des négociations salariales de la Fonction publique, et qui justifie l'augmentation dérisoire de 0,5 % proposée par le ministre, annoncée comme un simple rattrapage de l'inflation.

On nous dit qu'une augmentation générale des salaires, parce qu'elle augmenterait les coûts de production, aurait un effet « automatique » sur les prix et relancerait l'inflation. Et les donneurs de bons conseils d'ajouter que ce ne serait d'aucun effet bénéfique pour les travailleurs puisque la hausse des prix annulerait les hausses de salaires. Bien plus, l'inflation aurait comme effet de ralentir la croissance.

Mais si l'inflation et le danger de « surchauffe » sont mis en avant par les dirigeants des grandes puissances comme un risque pour la croissance, dont tout le monde subirait les conséquences, c'est parce qu'ils craignent avant tout la pression du monde du travail pour les salaires, une pression que les travailleurs sont aujourd'hui en meilleure position pour exercer et que la bourgeoisie anticipe... pour se préparer à la combattre. La bourgeoisie a redressé et augmenté ses profits au cours des vingt dernières années en s'appropriant une part croissante des richesses au détriment des salariés, par un abaissement du coût du travail. Aujourd'hui, la croissance donne au monde du travail la possibilité d'imposer une augmentation du prix de sa force de travail, d'augmenter sa part dans la répartition de la plus-value produite par le travail. Que les salariés luttent pour augmenter le prix de leur force de travail, et les voilà accusés de menacer les équilibres économiques. Et même pour ceux qui reconnaissent en parole qu'ils pourraient eux aussi profiter des fruits de la croissance, il faudrait que ce soit dans « *des proportions raisonnables et maîtrisées* ».

Mais qui menace les équilibres économiques sinon les spéculations monétaires et financières, les gigantesques masses de capitaux qui circulent d'un bout à l'autre de la planète à la recherche de plus-value et qui parasitent toute l'économie ? Ce sont les spéculations autour des monnaies, pratiquées par les banques et les Etats, au travers desquelles s'opèrent de gigantesques transferts de plus-value aux dépens des masses laborieuses, qui créent l'inflation. Une inflation qui peut demeurer rampante comme aujourd'hui, dans la plupart des pays riches qui dominent la planète, mais qui, si la croissance montre des signes d'essoufflement, et si la perspective de nouveaux profits s'amenuise, peut se transformer en inflation, qui s'accompagnerait d'une flambée des prix, comme les travailleurs ont pu en subir les conséquences dans les années 70.

C'est une accélération de la frénésie spéculative, du crédit, de l'endettement gigantesque des Etats pour financer et alimenter les profits de la bourgeoisie, qui pourrait aujourd'hui redéclencher la spirale inflationniste : dépréciation des monnaies, flambée des prix, abaissement du salaire réel, c'est-à-dire du pouvoir d'achat des travailleurs, relance du crédit... la bourgeoisie pourrait se lancer dans la fuite en avant inflationniste pour anticiper les profits, loin de son prétendu souci des « *équilibres économiques* ». Parce que loin d'être un fléau comme elle voudrait nous le faire croire, l'inflation est un des moyens à travers lequel elle s'accapare une part croissante de la plus-value créée par le travail au détriment des salariés, lorsque les marchés se rétrécissent et que la production ralentit. Les manipulations monétaires, à l'origine de l'inflation, ne font qu'exprimer les rapports de classe. A travers la création des gigantesques masses de monnaie, générées par les manœuvres spéculatives des banques et des Etats, s'opèrent des transferts dans la répartition de la plus-value, au détriment des travailleurs. Les Etats s'endettent creusent leur déficit, manipulent leur monnaie pour subventionner les trusts, directement ou par les commandes d'Etat. Il en résulte une dépréciation des monnaies qui se traduit pour les salariés par l'augmentation des prix et, les salaires n'augmentant pas, par une baisse du coût de leur force de travail. A travers l'inflation des monnaies des grandes puissances, se paie aussi le lourd tribut auquel sont soumis les peuples des pays pauvres, étranglés par la dette et par un échange de plus en plus inégal, les grandes puissances en étant les maîtres du jeu.

En invoquant aujourd'hui l'inflation et la hausse des prix, comme conséquence d'une augmentation des salaires, la bourgeoisie inverse l'effet et la cause pour masquer le fait que c'est elle-même qui augmentera les prix, relancera l'inflation pour compenser ce qu'elle n'arrivera pas à prendre sur les salaires, et toute sa propagande consiste à en rendre par avance les travailleurs responsables. Car la croissance risque bien n'être que de courte durée. Dans la perspective d'un resserrement des marchés, d'un essoufflement qui commence à se manifester aux Etats-Unis, les perspectives ouvertes par le développement de la « nouvelle économie » commençant à montrer leurs limites, il s'agit pour la bourgeoisie de préparer une nouvelle offensive pour reprendre au monde du travail l'augmentation des salaires, liée à la reprise de l'emploi, à abaisser d'une façon ou d'une autre le salaire réel.

Contrairement à ce que les politiciens et les économistes de la bourgeoisie voudraient nous faire croire, il n'y a aucun mécanisme automatique selon lequel une augmentation des salaires entraînerait la hausse des prix. Quand il y a inflation, c'est l'augmentation des prix qui pousse le monde du travail à revendiquer pour ses salaires.

L'augmentation des salaires ne crée pas d'augmentation de la valeur, c'est-à-dire des richesses créées. En luttant pour une augmentation des salaires, le monde du travail ne fait que lutter pour augmenter la part qui lui revient dans la répartition des richesses créées par son travail, au détriment de la part que s'approprient ceux qui l'exploitent, de leurs profits. C'est la bourgeoisie et les Etats qui sont inflationnistes. Les spéculations effrénées sur les monnaies, l'inflation du crédit, créent une inflation permanente qui ne cesse de faire baisser la part du salaire par rapport à la richesse créée, c'est-à-dire le salaire réel. Ces vingt dernières années, la bourgeoisie a augmenté son taux de profit à travers une offensive massive, une aggravation considérable de l'exploitation sur la base d'une diminution globale de l'ensemble des salaires, y compris en valeur absolue, qui a en partie limité les effets de l'inflation pour les travailleurs.

Les dirigeants politiques et économiques de la bourgeoisie anticipent aujourd'hui une possible accélération de l'inflation, et en agite la menace, comme le phénomène se manifeste par exemple en ce moment en Irlande où la forte croissance de ces dernières années, qui a atteint plus de 8 %, a encouragé les salariés à lutter pour imposer une augmentation du prix de leur force de travail, que la bourgeoisie compense par une hausse des prix qui dépasse les 5 %.

Jusqu'à présent, dans le reste de l'Europe, les pays les plus riches n'ont pas connu de dérapage inflationniste. L'inflation a été principalement le résultat de l'augmentation des prix du pétrole qui a pesé sur les revenus des salariés, rongé leur pouvoir d'achat, au bénéfice des profits des trusts pétroliers, en position de monopole, et dont les marges ne cessent d'augmenter.

Mais qu'elle connaisse ou pas des accélérations selon les différents pays, l'inflation permanente créée par les spéculations monétaires auxquelles se livrent les Etats ne cesse de diminuer la part des salaires par rapport aux richesses produites. Aux travailleurs d'inverser le rapport de force, d'« anticiper » collectivement la nouvelle offensive que prépare la bourgeoisie en refusant la logique capitaliste, en refusant d'être « raisonnable », c'est-à-dire d'accepter le chantage des financiers.

L'ÉPARGNE SALARIALE : POUR QUE LES PATRONS PUISSENT INVESTIR EN BOURSE UNE PART DES SALAIRES

Les attaques contre les retraites, comme celles sur les salaires, relèvent d'une volonté du patronat de faire baisser, avec la complicité du gouvernement, le prix de la force de travail. Mais pour donner le change à la population, les deux jouent un jeu menteur : le MEDEF affirme par exemple avec brutalité qu'il exige 45 ans de cotisations pour l'obtention de la retraite complémentaire, provoquant même le refus de la CFDT ; le gouvernement, lui, procède par étapes, quasiment « en douceur ». Jospin demande à Charpin un rapport qui « justifie » les sales coups à venir, puis demande aux syndicats d'adhérer à un « *pacte de retraites* » avec, dans un premier temps, les 40 ans de cotisation pour les fonctionnaires (en attendant les 42,5 ans pour tout le monde, prônés par Charpin ?). Mais Jospin, prudent, prétend qu'il a son temps pour négocier, tout son temps, au point d'ailleurs de repousser la réforme... après les élections de 2002 ! On sait ce qui s'est passé en 95 quand Juppé a essayé d'imposer les 40 ans de cotisations dans le public !

Cependant, le projet de loi sur l'épargne salariale, un des éléments de la réforme des retraites, a été présenté début octobre par Fabius aux députés et a, quant à lui, déjà été voté en première lecture à l'Assemblée par le PS et même le PC qui en disait pis que pendre. C'est un premier pas vers le déclin du système des retraites par répartition, généralisé depuis 1945, et la montée en force progressive d'un système de retraites par capitalisation, à l'instar des USA ou de la Grande-Bretagne, si du moins nous nous laissons faire !

1945, le système par répartition : céder aux revendications ouvrières en préservant les intérêts du patronat

Ce n'est pas pour autant que le système par répartition est un miracle de socialisme dans un système capitaliste où domine la loi du profit. De Gaulle, à la fin de la guerre, l'a trouvé comme un moyen utile pour venir en aide aux capitalistes français qui avaient besoin de maintenir les plus bas salaires possibles tout en faisant retrousser leurs manches aux ouvriers. Pour essayer de prévenir les revendications ouvrières, de Gaulle proposait qu'une partie du salaire soit gérée collectivement par la Sécurité Sociale nouvellement créée, assurant ainsi des soins de santé, des retraites minimum aux travailleurs, pour lesquels il aurait fallu des salaires beaucoup plus élevés s'ils avaient dû se les assurer individuellement. L'autre avantage pour la bourgeoisie, c'est que les syndicats étaient associés à la gestion de ces fonds... et au maintien de la paix sociale. Les travailleurs actifs payaient le salaire des travailleurs retraités... et les patrons faisaient des économies !

Depuis plus de 20 ans que le patronat essaie de faire baisser le prix de la force de travail, ce système le gêne, il se plaint d'être « écrasé » par ce qu'il nomme abusivement « les charges » sociales et qui ne sont que du salaire différé. Par l'entremise de gouvernements successifs, de droite et de gauche, il a fait baisser les retraites, comme Balladur qui a imposé l'allongement dans le privé de la durée des cotisations de 37,5 à 40 ans avec pour base de calcul, non plus les 10 mais les 25 meilleures années, l'indexation des pensions sur les prix et non plus sur les salaires.

Mais avec la loi sur l'épargne salariale, c'est la première fois que patrons et gouvernement osent remettre en cause le système par répartition, même s'ils prétendent le « sauver » et que l'épargne salariale ne sera qu'un complément

Dans une ambiance savamment catastrophiste, où ils prédisent la faillite à venir du système par répartition... pour 2040 parce que soi-disant le nombre des actifs ne cessera de baisser tandis que celui des retraités ne cessera d'augmenter, ils sont en train de raisonner à long terme en se demandant comment payer le moins cher possible les travailleurs actifs et donner les retraites les plus réduites possibles aux retraités. Tout pour le capital et le moins possible pour le travail !

L'argent (de vos retraites) m'intéresse !

C'est d'abord qu'ils veulent mettre la main sur la manne que représentent les milliards des pensions de retraites : 630 milliards rien que pour les retraites de base gérées par la Sécu, 1100 milliards pour l'ensemble des pensions et retraites y compris les assurances.

L'exemple des USA où l'épargne capitalisée des retraités représente une part astronomique du PIB (70 % !) les fait rêver. Autant de milliards gérés par les banques et groupes d'assurances et avec lesquels ils peuvent spéculer en Bourse !

Tant pis si la réalité n'est pas si rose pour les travailleurs : seulement 40 % des travailleurs américains retraités peuvent s'offrir en plus de leur misérable retraite de base (par répartition) un complément retraite par capitalisation. Et 57 % de ces retraités sont obligés de faire un petit boulot pour joindre les deux bouts et pouvoir survivre. Tant pis aussi pour ceux qui ont eu la chance d'épargner, si les placements n'ont pas un bon rendement, leurs prestations en dépendent.

Tant pis aussi pour ceux dont l'organisme financier fait faillite : les travailleurs de Maxwell, en Grande-Bretagne cette fois, en savent quelque chose, eux dont le patron a fait faillite avec la caisse de retraite de ses employés !

Même si pour sa propagande, la bourgeoisie voudrait faire miroiter la possibilité pour les travailleurs de devenir des sortes de petits capitalistes, actionnaires et en quelque sorte « rentiers », qui peut se laisser prendre à ce conte de Noël ? Bien sûr, ce n'est pas nouveau, elle a toujours cherché à intéresser les travailleurs des pays riches à l'exploitation d'autres travailleurs. Comme à l'époque du colonialisme, elle a corrompu, en distribuant des miettes, la couche supérieure de la classe ouvrière, particulièrement les bureaucraties syndicales, ce que Lénine appelait « *l'aristocratie ouvrière* ». Mais aujourd'hui, où il ne s'agit pas pour elle de donner quelque miette que ce soit, mais au contraire de faire pression par tous les moyens sur les salaires et retraites, comment penser que les travailleurs d'un pays puissent être solidaires de la rentabilisation et des licenciements opérés dans un autre pays, sous prétexte de rendement des fonds de pension ? D'autant plus quand c'est dans le même pays que les retraités bénéficiaires de fonds de pension voient rentabiliser les usines où travaillent leurs enfants !

Ceux par contre qui jouent le jeu, ce sont les directions syndicales associées à la gestion ou du moins la surveillance de tels fonds. Et en France, on voit déjà comment Notât est sensible à tous les appels du pied du Medef.

Oui, si la bourgeoisie française, et aussi allemande qui est en train de signer avec les syndicats la mise en train des retraites par capitalisation, veut suivre l'exemple des bourgeoisies américaine et anglaise, précurseurs en matière de libéralisme, c'est que la moindre masse monétaire, et l'argent des retraites est loin d'être négligeable, doit être capitalisée, doit rapporter des profits.

Mais il est d'autres raisons aussi qui intéressent le patronat dans l'épargne salariale. Et qui vont toujours dans le sens de faire pression sur les salaires.

Des primes pour ne pas augmenter les salaires de base !

L'Hebdo CGT du 13 octobre 2000 titrait : « *L'épargne salariale est une fausse bonne réponse à une vraie question, celle de l'augmentation des salaires* », rappelant que les patrons ont connu en 2000 une croissance de + 3,2 % alors que le pouvoir d'achat n'a augmenté que de 0,4 %. Face aux revendications salariales des travailleurs qui commencent à exiger leur part des richesses créées, il est plus avantageux pour les patrons de verser des primes plutôt que du salaire. Le système est connu et il touche déjà 4,9 millions de salariés.

Avec la loi sur l'épargne salariale, les patrons pourront verser des primes dites « *d'intéressement au chiffre d'affaire* » dans un PPESV (« *Plan partenarial d'épargne salarié volontaire* »), primes liées à la marche de l'entreprise, donc largement aléatoires et qui pourraient remplacer les augmentations de salaires. Pour les patrons, c'est tout bénéfique : pas de charges sociales à payer et possibilité de les faire varier à la baisse au gré de leurs intérêts. Un tel système existe par exemple à l'usine métallurgique Leroy-Sommer d'Angoulême, ces primes représentent parfois jusqu'à 25 % du revenu annuel, dont 20 % exonérées de charges sociales et... non prises en compte pour le calcul des retraites !

Le manque à gagner pour les Caisses d'assurances sociales est considérable : pour 100 F versés en salaire net, 55 F vont alimenter la protection sociale. La même somme en prime d'épargne salariale rapporte... zéro franc.

Il est prévu que les patrons complètent (« abondent ») jusqu'à 30 000 F les sommes épargnées par les travailleurs et le PC, qui dans un premier temps faisait de la propagande contre cette loi, s'est battu pour que cet abondement ne soit pas exonéré de cotisations sociales. Il demandait que les patrons en paient autant sur l'épargne salariale que sur les salaires, soit 16 %... mais il a finalement voté pour qu'ils ne paient que 8,2 % au-delà de 15 000 F d'abondement (aucune cotisation à part RDS et CSG jusqu'à 15 000 F). Autant d'argent en moins pour le système de retraite que nous connaissons aujourd'hui.

Le PC, lui encore, avait crié haut et fort que ce projet d'épargne salariale était très inégalitaire. Car qui va économiser ? Qui profitera de l'abondement maximum versé par les patrons ? Pas un Smicard que l'on sache ! 22 % des salariés du privé, et pas les plus mal payés, connaissent déjà aujourd'hui l'épargne salariale (participation, intéressement ou Plan Epargne Entreprise), et il est bien connu que la majorité d'entre eux consomment immédiatement ces sommes dès qu'elles sont débloquées.

Les politiciens disent que ce ne serait pas des fonds de pension, car l'épargne est bloquée seulement 10 ans..., mais avec possibilité d'aller jusqu'à 30 ans (toute une vie de travail...). Il ne s'agirait pas d'une « rente » faisant office de retraite complémentaire, car les salariés pourront retirer le capital dans son entier... ou bien « fractionné » (c'est-à-dire comme une rente). Quelle hypocrisie !

Cela n'a pas empêché le PC de voter, le 4 octobre, le projet de loi de Fabius sur l'épargne salariale ! Les travailleurs apprécieront... et ne se laisseront pas prendre à tous les faux semblants imaginés par les politiciens du PS avec la complicité de ceux du PC pour sauver la mise d'une politique de « gauche ».

Imposer tous ensemble une véritable répartition des richesses

Oui, la loi sur l'épargne salariale, un des éléments de la « refondation sociale » patronale, est une nouvelle attaque contre les travailleurs. A une époque où les hauts cadres de la bourgeoisie empochent avec des milliards de stock-options les fruits de la croissance, le patronat offre aux travailleurs sa caricature : une sorte de prime pour les travailleurs les moins mal payés. Et quand, dans la dizaine d'années à venir, beaucoup d'entre eux de la génération dite du baby-boom seront partis à la retraite, ils risquent de galérer, survivant avec une pension de plus en plus réduite, tandis que la jeune génération dressée à la précarité, au temps partiel et au SMIC de 35 heures payé 35 heures, fera tourner les entreprises avec des salaires qui n'auront jamais été aussi bas.

Mais il n'y a aucune raison que nous laissions le processus aller jusqu'au bout. Certes, jusqu'à maintenant les organisations syndicales ont été complices des manœuvres du patronat et des politiciens. Car quand les a-t-on vu refuser de discuter les propositions antiouvrières du Medef, quand ont-elles appelé à une lutte d'ensemble contre ces attaques ?

En 95, par une lutte d'ensemble, les travailleurs du public ont imposé le maintien des 37,5 annuités pour le calcul de leurs retraites. C'est aussi « Tous ensemble » que nous pourrions nous opposer aux projets gouvernementaux sur les fonds de pension et imposer, au contraire, une vraie augmentation de salaires et des pensions de retraite, programme de lutte pour une véritable répartition des richesses.

EMPLOI OU SALAIRE, LE CHANTAGE PATRONAL

Le nombre de jours de grève a augmenté de 43 % en 1999 par rapport à 1998, avec un taux de participation à ces grèves lui aussi à la hausse. Réponse immédiate du patronat, une campagne tous azimuts, relayée par les politiciens et les éditorialistes, sur le thème : si vous revendiquez pour les salaires, si les richesses sont redistribuées, finie la croissance, finies les créations d'emploi.

Cette campagne idéologique grossière - pour peu, les travailleurs seraient responsables du chômage - précède les mesures que préparent Medef et gouvernement main dans la main pour affaiblir la classe des salariés. Et quand Jospin propose un misérable 0,5 % d'augmentation pour la Fonction publique, et un minable rattrapage de l'inflation pour les minima sociaux, il prend tout naturellement sa place dans les rangs patronaux : pas question d'ouvrir la vanne des salaires !

« Dans ce royaume, une autre cause de l'oisiveté, c'est le manque d'un nombre suffisant de bras. Toutes les fois qu'une demande extraordinaire rend insuffisante la masse de travail qu'on a sous la main, les ouvriers sentent leur propre importance et veulent la faire sentir aux maîtres. C'est étonnant, mais ces gens-là sont si dépravés que, dans de tels cas, des groupes d'ouvriers se sont mis d'accord pour jeter leurs maîtres dans l'embarras en cessant de travailler pendant toute une journée [c'est-à-dire que ces gens si « dépravés » s'imaginaient que le prix des marchandises est réglé par la « sainte » loi de l'offre et la demande]. » écrivait un patron anglais en 1770, cité par Marx.

Deux siècles et demi plus tard, dans un rapport adopté en décembre 2000, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris écrit que les demandeurs d'emploi « se trouvent en situation de force lors de l'embauche et n'envisagent pas de concéder à leur interlocuteur (...) sur les conditions d'emplois et de rémunération ». Propos étonnants, alors qu'il y a encore des millions de travailleurs privés d'emplois dans le pays ? Non, propos qui révèlent l'inquiétude et les craintes de la bourgeoisie engagée dans sa bataille, âpre et permanente, contre la classe ouvrière.

Toute la propagande actuelle sur les « difficultés de recrutement » et les « pénuries de la main d'œuvre » montre qu'il n'est pas question pour le patronat de reculer d'un pouce dans cette guerre pour la baisse du coût du travail qui recommence jour après jour, car rien n'est définitivement gagné. A peine l'étau du chômage se desserre-t-il un peu, que la classe ouvrière reprend le chemin de la lutte et des revendications.

La hausse des salaires ? C'est la hausse du coût du travail. A en croire les économistes, ce serait la fin de la « compétitivité des entreprises ». Derrière cette formule passe-partout, c'est la compétitivité financière qui est en question. Augmenter les salaires, c'est diminuer la part des actionnaires, c'est prendre le risque de voir les capitaux se détourner. A l'échelle de la société, c'est ne plus avoir autant pour alimenter la Bourse. Elle qui vient de connaître une année de stagnation ne le supporterait pas...

Alors ces soi-disant libéraux qui ne jurent que par la liberté du marché sont prêts à toutes les mesures étatiques pour revenir à une pression plus forte contre les salariés, en augmentant sur le marché du travail le nombre de travailleurs cherchant un emploi.

Le chômage, arme indissociable de l'exploitation salariée

Voilà à quoi sert le chômage, indispensable dans le système capitaliste. Pour que le patronat trouve la main d'œuvre au coût qui l'intéresse, il faut qu'il y ait pléthore de travailleurs en recherche d'emploi sur le marché du travail. La force de travail est une marchandise, et comme toute marchandise, elle obéit aux lois de l'offre et de la demande. Alors, accroître ce que Marx appelait « l'armée industrielle de réserve », le volant de travailleurs disponibles immédiatement, c'est accroître l'offre de la force de travail, c'est créer les conditions pour en diminuer le prix.

C'est dans cette logique que le patronat veut faire, à nouveau, appel à l'immigration, après vingt-cinq années de politique de fermeture des frontières (moins de 20 000 autorisations de travail par an délivrées depuis 1976, contre 160 000 par exemple en 1970). Cela fait plusieurs mois que divers politiciens, y compris parmi les plus réactionnaires, ont fait des déclarations affirmant la nécessité de faire appel à la main d'œuvre immigrée. Récemment, c'est la Chambre de commerce et d'industrie de Paris qui a préconisé au gouvernement un assouplissement des politiques migratoires. Selon elle, « le recours à l'immigration est susceptible d'infléchir les difficultés de recrutement ».

De même, elle revendique, en accord avec Pisani-Ferry, le monsieur « plein-emploi » de Jospin, des mesures pour maintenir les salariés âgés sur le marché du travail. Les patrons de l'industrie ne veulent pas conserver des travailleurs jusqu'à 60 ans et plus, ils ne sont plus assez productifs. Mais si les travailleurs âgés restaient sur le marché du travail, si des mesures éloignaient pour eux la possibilité de vivre de la retraite, alors ils seraient obligés de cumuler pensions

misérables et petits boulots à bas salaires pour survivre, et ils exerceraient, bien malgré eux, une pression sur l'ensemble des salariés, dans le sens de la baisse du coût du travail.

Le mythe du « plein-emploi » contre le salaire

Le rôle du gouvernement, c'est de parer cette politique d'un voile tant soit peu acceptable, qui semble correspondre à l'intérêt général. C'est ainsi que, dans ses vœux pour l'année 2001, Jospin s'est évertué à dessiner « *une nouvelle France, [...] celle qui espère le plein emploi* ».

S'appuyant sur les 484 300 créations d'emplois de cette année, d'après l'INSEE, « *un record depuis 1970* », Jospin et ses conseillers brandissent l'espoir mythique du « plein-emploi » pour 2010. Des économistes appointés, qui n'ont pas la moindre idée de l'évolution des marchés, confirment tout à fait sérieusement qu'à raison de 300 000 chômeurs de moins par an, l'objectif sera effectivement atteint. Après l'Etat-providence, voilà donc le nouveau mythe de la gauche, libéral cette fois. Un espoir surtout pour Jospin qui compte bien que cela suffira pour tenir bon durant les deux années de campagne qui lui restent jusqu'aux Présidentielles.

« Plein-emploi », ça sonne un peu comme du travail pour tous, un revenu pour tous, quoi de mieux pour faire croire à la fin du chômage ? Mais PisaniFerry, l'auteur du rapport commandé par Jospin, dément clairement : « *La société du plein-emploi ne sera pas une société sans chômage, mais une société où le chômage ne durera pas* », avec un taux de chômage qui resterait à environ 5 %, du même ordre que celui des Etats-Unis, qui est un véritable paradis pour les travailleurs, comme chacun sait. Là-bas, ce taux de chômage « si bas » vient de la multiplication des petits boulots, des emplois de services à temps partiels, très peu rémunérés, obligeant les travailleurs à courir après plusieurs de ces jobs. Le nombre de travailleurs pauvres y est en augmentation constante.

Le « plein-emploi » de Jospin-Pisani est de même nature.

Côté patrons, le rapport préconise la poursuite et l'amplification des mesures d'exonérations et de baisses des charges patronales, la poursuite aussi des contrats-aidés. qui représentent aujourd'hui près de la moitié des salariés, avec les allègements de charges sur tous les salaires jusqu'à 1,8 fois le Smic. C'est aussi tous les contrats de qualification et d'apprentissages qui fournissent aux patrons de la main-d'œuvre payée entre 25 % et 90 % du Smic selon l'âge, et qui représentent plus de 4 % de l'ensemble des salariés.

Côté travailleurs : des mesures contraignantes pour imposer aux plus âgés de continuer à travailler, d'autres pour imposer aux jeunes le cumul emploi et formation, d'autres encore pour réduire les dispenses de recherche d'emploi aux chômeurs approchant de l'âge de la retraite. Bref, il ne s'agit pas de créer des emplois, mais de remettre sur le marché du travail, jeunes, vieux et exclus, ceux qui restaient dans les marges et qui de fait n'étaient pas réellement en concurrence avec les autres travailleurs, pour alimenter le volant des chômeurs cherchant une activité, donc accroître la concurrence, et augmenter la pression sur l'ensemble des salariés.

Avancer la légion de ceux qui sont le plus démunis face aux exigences patronales, pour affaiblir l'ensemble de la classe ouvrière, provoquer la division en aggravant la concurrence entre les travailleurs qui ont un CDI et ceux qui veulent un emploi, voilà la stratégie de Jospin-Pisani, voilà ce qui se cache derrière leur perspective du « plein emploi ».

Alors que 3 millions de salariés gagnent moins de 5 000 F par mois, et 2,5 millions entre 5 000 et 6 000 F, que 3 salariés sur 10 sont en situation précaire, il s'agit avant tout de maintenir et d'entretenir, le nombre de « travailleurs pauvres » pour faire pression sur l'ensemble.

Le « plein-emploi » c'est l'affaiblissement de la classe ouvrière, son appauvrissement par le travail précaire et mal payé. Dans *Le Droit à la paresse*, en 1880, Paul Lafargue écrivait : « *Et les économistes s'en vont, répétant aux ouvriers : [...] Travaillez, travaillez, prolétaires, pour agrandir la fortune sociale et vos misères individuelles, travaillez, travaillez, pour que, devenant plus pauvres, vous ayez plus de raisons de travailler et d'être misérables. Telle est la loi inexorable de la production capitaliste.* ». C'est cette politique que visent patronat et gouvernement : l'utilisation optimale du chômage comme moyen de pression pour baisser le coût du travail.

Plus que le droit au travail, le droit à un revenu

« *Si, déracinant de son cœur le vice qui la domine [l'amour du travail] et avilit sa nature, la classe ouvrière se levait dans sa force terrible, non pour réclamer les Droits de l'homme, qui ne sont que les droits de l'exploitation capitaliste, non pour réclamer le Droit au travail qui n'est que le droit à la misère, mais pour forger une loi d'airain, [le Droit à la Paresse] défendant à tout homme de travailler plus de trois heures par jour, la Terre, la vieille Terre, frémissant d'allégresse, sentirait bondir en elle un nouvel univers...* » (Lafargue).

Prenant le relais de siècles de prêches sur « *à la sueur de ton front* », la morale bourgeoise a transformé en vertu la réalité qu'on ne peut pas vivre sans travailler lorsqu'on ne possède rien, éloignant des consciences l'idée la plus simple : il faut un revenu pour tous. L'aspiration au bien-être et au bonheur a été dévoyée en droit au travail, « *il faut le plein emploi* ».

La classe qui dirige la société est incapable de procurer un travail à tous ? Qu'importe, nous ne sommes pas attachés autant qu'elle au salariat ! Puisque le gouvernement est de gauche, qu'il prenne déjà, en mesure d'urgence, sur la part des richesses que la bourgeoisie s'approprie sans travailler, pour assurer un revenu décent à tous et sortir de la détresse les 7 millions de personnes qui vivent avec 3 000 F par mois.

Les richesses produites dans le pays en 1999 s'élevaient à 8 819 milliards de francs. Réparties en totalité et à part égale entre les 60 millions d'habitants du pays, cela représenterait un revenu mensuel de plus de 12 000 F pour chaque individu, y compris les enfants et les retraités. Ramenés à 10 000 F pour chacun, cela laisserait plus de 20 % pour développer la production, un taux qu'aucune économie actuelle n'approche. Cela sans tenir compte des fortunes accumulées et des milliers de milliards placés dans la finance, l'immobilier, etc..

Pour le partage du travail entre tous

Une autre répartition est possible immédiatement : les richesses existent. Comme le mettent en avant les mouvements de chômeurs, un revenu pour tous, c'est vital et urgent, mais un emploi pour tous, c'est ce qu'il y aurait de mieux, pour que chacun puisse prendre pleinement sa place dans la société, être utile.

Partager le travail entre tous, est la seule perspective réellement humaine. C'est instaurer non pas les 35, 32 ou 28 heures hebdomadaires, mais une véritable échelle mobile du temps de travail, pour répartir le travail entre tous, en fonction des besoins à satisfaire et en fonction de l'inégalité et des variations des forces disponibles.

Organiser la production sur ces bases passe inévitablement par le contrôle direct de l'économie par le monde du travail lui-même, par une remise en cause de la propriété privée des classes privilégiées et des Etats qui la défendent

Dans le monde du travail, des millions de travailleurs sont disponibles : privés d'emplois ou affectés à des tâches inutiles. Parmi les classes dominantes, des centaines de milliers le sont aussi : « Qui fait la soupe doit la manger » écrivait un révolutionnaire français du XIX^{ème}, Blanqui, en visant la mise au travail de tous les parasites, de tous ceux qui vivent du travail des autres, et qui pour la première fois auraient la satisfaction d'être utiles à la collectivité.

Voilà le seul « plein-emploi » qui nous intéresse, celui qui permet à chacun de s'insérer pleinement dans la vie sociale, d'apporter consciemment sa pierre à l'évolution de l'humanité, c'est la base pour réorganiser la société pour la satisfaction des besoins de tous, pour le bien-être, et pour l'économie du temps de travail.

PLUS-VALUE CONTRE SALAIRES : AU CŒUR DES RAPPORTS SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE, LA LUTTE POUR L'APPROPRIATION DES RICHESSES PRODUITES PAR LE TRAVAIL HUMAIN

La seule source de richesse pour les capitalistes, c'est la plus-value réalisée au cours de la production, c'est-à-dire l'écart entre ce qu'ils paient réellement pour les salaires - coût de production et de reproduction de la force de travail - et ce qu'ils obtiennent en échange par l'utilisation de cette force de travail. Le temps passé par un salarié à son travail se décompose en deux parties. Une première partie, le « temps de travail nécessaire » (... à assurer le renouvellement de la force de travail), au cours de laquelle son travail sert à financer le salaire que lui versera le capitaliste : la vente des produits fabriqués pendant ce temps produit une valeur qui couvre juste les frais de salaire. Et le reste de la journée de travail dont la valeur va directement dans la poche du capitaliste sous forme de profit : le « *temps de travail gratuit ou sur-travail* », générateur de la plus-value.

La politique de toute la classe bourgeoise est conditionnée par une obsession, obtenir le plus possible de travail gratuit possible.

C'est sur ce terrain, celui du rapport d'exploitation, que se joue, quotidiennement, dans toute sa violence, la lutte des classes. Et cela aussi bien au niveau élémentaire de l'exploitation individuelle de chaque ouvrier sur son poste de travail qu'au niveau de la classe ouvrière toute entière.

Les capitalistes cherchent en permanence à augmenter la durée du temps de travail et son intensité, et à baisser les salaires

Les patrons tentent en permanence d'augmenter l'intensité du travail. Avec les mêmes équipements et le même nombre de travailleurs, augmenter les cadences, produire plus pendant la même durée de travail, c'est raccourcir le « *temps de travail nécessaire* », et du coup, dégager plus de « *temps de travail gratuit* », donc davantage de plus-value. Il s'agit là d'une aggravation des conditions de travail que les travailleurs vivent tous les jours et à laquelle ils s'opposent grâce à leur solidarité de classe, au niveau de l'équipe, de l'atelier ou du bureau, au niveau de l'entreprise.

Les patrons ont une autre idée fixe : baisser les salaires. La seule chose qui y fait obstacle, c'est la résistance collective que lui opposent les travailleurs et la crainte que les capitalistes et leurs Etats en ont.

La possibilité, offerte par les progrès technologiques des transports et des moyens de communication, de produire ce que l'on veut où l'on veut, donne un atout de taille aux capitalistes des pays riches pour mener leurs attaques contre la classe ouvrière de leur propre pays. La mondialisation de l'économie transforme aussi le monde en un seul et immense marché du travail où les capitalistes viennent acheter la force de travail en échange des salaires. Dans le cadre de la mondialisation de l'économie, la loi capitaliste de la valeur joue contre les salariés des pays riches : la valeur de la force de travail individuelle des travailleurs du monde entier tend vers la valeur moyenne de la force de travail de la classe ouvrière dans son ensemble, dans laquelle on trouve, aux côtés des ouvriers des pays riches, pourtant mal payés, les enfants d'Extrême-Orient qui fabriquent des chaussures pour Nike.

Profitant de la pression exercée sur les travailleurs par le chômage et la misère des minima sociaux, les gouvernements successifs se sont employés systématiquement à contraindre les travailleurs à des reculs sur tous les aspects de la législation du travail qui pouvaient faire obstacle à une baisse des salaires. En autorisant l'utilisation de travailleurs temporaires et précaires de toute sorte, en introduisant des travailleurs de statut privé dans la Fonction publique, etc., on a vu apparaître des bataillons de travailleurs faisant le même travail pour des salaires bien inférieurs. Aubry a profité des lois sur les 35 heures pour légiférer sur une diminution effective des salaires, avec le Smic à plusieurs vitesses.

Mais les gouvernements ne s'en sont pas tenus là, ils ont également versé des centaines de milliards aux entreprises sous prétexte « d'aides à l'emploi ». Avec les baisses systématiques des charges sociales, c'est toute une part des salaires, socialisée sous forme de prestations sociales (santé, chômage, retraites) qui est en train de disparaître. Enfin, sous la forme de subventions et de primes diverses, prises sur les impôts, c'est toute une part des salaires que l'Etat reprend dans la poche des travailleurs pour la rendre aux capitalistes : pour un travailleur même non imposable mais qui consomme tout son salaire pour vivre, une partie importante de son salaire est reversée à l'Etat sous forme de TVA (jusqu'à un cinquième pour certains produits !).

Les patrons cherchent également en permanence à augmenter le temps de travail journalier : le « temps de travail nécessaire » ne change pas, par contre, comme la durée est plus longue, le « sur-travail » augmente, et du même coup, la plus-value récupérée par le patron. Ils se heurtent, dans ce domaine, à la législation sociale en vigueur... tant qu'elle existe. Mais, dans de nombreux secteurs, la pression patronale est telle, face à des travailleurs désorganisés, que des

salariés acceptent de travailler au-delà du temps spécifié par leur contrat, « *pour finir un travail* », sans être payé en heures supplémentaires, voire sans rien percevoir de plus que leur salaire de base.

Cette tendance à augmenter la durée de la journée de travail semble en contradiction avec les lois Aubry sur les 35 heures. Mais pour les capitalistes et le gouvernement, il s'agissait de mener le combat d'une façon globale contre une classe ouvrière pas forcément prête à se laisser tondre sans réagir. Sous couvert d'une avancée sociale, il s'agissait, de reprendre aux travailleurs ce qu'ils avaient pu obtenir dans des périodes où le rapport de force était en leur faveur, de revenir en arrière sur le plan des salaires, ainsi que sur la législation du travail. En fait, la déréglementation introduite par les lois Aubry permet aux patrons de compenser le passage aux 35 heures en « *optimisant* » l'utilisation de la main d'œuvre, renvoyant les travailleurs chez eux pendant les creux de production et récupérant ce temps de travail, sans devoir payer d'heures supplémentaires, dans des périodes de plus forte demande. Et dans certaines entreprises, la nouvelle façon de définir le « *travail effectif* », en enlevant par exemple le temps des pauses, fait qu'ils vont travailler plus longtemps avec les « *35 heures* » que lorsqu'ils faisaient 39 heures !

L'augmentation de la productivité des entreprises diminue le prix des marchandises et donc le coût de la force de travail

Le capitalisme a connu diverses périodes au cours desquelles l'apparition de techniques nouvelles, en bouleversant profondément la façon de produire, a entraîné des augmentations considérables de la productivité du travail humain : d'abord l'exploitation de la machine à vapeur, à la base de la révolution industrielle, puis l'apparition et l'extension de l'énergie électrique, et celle du pétrole. Actuellement, l'introduction et le développement des « nouvelles technologies » de communication permet aux entreprises qui se sont emparées de ces technologies de faire de réelles économies de travail, d'énergie et de matériaux. Les augmentations importantes de productivité créées par l'automatisation de l'appareil de production, parce qu'elles permettent d'avoir des systèmes facilement adaptables, « flexibles », s'accompagnent d'une diminution des effectifs des travailleurs affectés à la conception et à la réalisation des outillages. Les possibilités de flexibilité des machines appellent la flexibilité de la main-d'œuvre. Avec le travail en « flux tendu », les stocks sont réduits au minimum, des norias de camions assurent les approvisionnements, « juste à temps », avec toutes les conséquences que cela implique pour les travailleurs des transports. Internet permet d'étendre totalement la chaîne du « flux tendu » de la commande à la livraison en passant par la production des composants par les sous-traitants, comme le font actuellement les grands groupes automobiles et la grande distribution avec leurs systèmes de commerce électronique pour les prises de commande et les achats. L'introduction des « nouvelles technologies » sont à la source d'immenses surprofits pour les entreprises en pointe dans ces secteurs, comme a pu le refléter l'engouement avec lequel les boursicoteurs se sont jetés sur les valeurs de la « net-économie ».

L'augmentation de la productivité du travail, par la mise en œuvre de procédés de production plus perfectionnés, est ainsi une autre source d'augmentation de la plus-value pour les capitalistes. Elle permet de produire la même quantité de marchandises, dans un laps de temps donné, avec un nombre moindre de travailleurs, ce qui diminue la part destinée aux salaires et augmente d'autant la plus-value, tant que les marchandises ainsi produites gardent leur valeur sur le marché. Pour la même durée de travail, avec la même intensité, et sans diminuer le salaire des travailleurs qui continuent à travailler pour l'entreprise, le capitaliste dont l'entreprise est maintenant plus performante que la moyenne, tire plus de profit de sa vente, parce que ses coûts de production sont inférieurs aux coûts de production moyens de la branche. Au profit normal s'ajoute alors un surprofit. Par le jeu de la concurrence entre capitalistes, il s'opère ainsi une baisse du prix des marchandises produites, au niveau d'une nouvelle valeur d'échange, équivalent au nouveau temps de travail social nécessaire à les produire. L'augmentation de la productivité du travail entraîne une baisse de la valeur d'échange de la marchandise que produisent les travailleurs.

Cette baisse, lorsqu'il s'agit de marchandises entrant dans la consommation des travailleurs, ou dans la production de celles-ci, équivaut à une baisse des frais d'entretien de la force de travail. Pour le même salaire, le salarié peut acheter plus de choses. Du strict point de vue du capitaliste, le travailleur gagne donc plus que ses besoins élémentaires ne l'exigent, et il devient donc matériellement possible, sans diminuer ses capacités de travail, de diminuer son salaire. A condition, bien sûr, de trouver les moyens de le lui faire accepter. Et c'est bien cela que gouvernement et patronat ont en tête à travers toute leur politique, lorsqu'ils s'en prennent aux salaires et à la législation du travail : ramener les salaires à ce qu'ils considèrent être leur vraie valeur.

Ainsi, cette façon, relative, d'obtenir davantage de plus-value par l'augmentation de la productivité du travail n'est pas fondamentalement distincte de la manière, absolue, de l'obtenir par l'augmentation du temps et de l'intensité du travail, et par la baisse des salaires. Bien au contraire, elles ne constituent que les facettes d'une même politique.

Les investissements nécessaires à l'accroissement de la plus-value relative entraînent une baisse inéluctable du taux de profit

Loin d'offrir la perspective d'un avenir radieux, l'introduction des nouvelles technologies ne peut pas offrir, dans le cadre capitaliste, une issue à la fuite en avant vers une catastrophe économique et sociale.

Tout investissement en nouvelles machines a pour effet de diminuer la part relative du capital qui paie les salaires par rapport au capital total investi dans un cycle de production. Or le profit n'étant produit que par le travail humain, il est proportionnel à la part de capital consacré aux salaires. Si le capital investi augmente sans que la plus-value augmente dans les mêmes proportions, pour chaque billet de 100 F investi, le capitaliste gagne moins d'argent qu'avant : le taux de profit diminue. Cette baisse du taux de profit est compensée par le fait que les nouveaux équipements produisant davantage, la masse des profits peut malgré tout augmenter, et donc le capitaliste gagner plus d'argent qu'avant. Il n'en reste pas moins que la course aux investissements continuant, le taux de profit a une tendance permanente à la baisse.

Les besoins en capitaux sont toujours plus importants, mais ils rapportent de moins en moins lorsqu'ils sont investis dans la production... La part des salaires diminue, la demande baisse, la concurrence est toujours plus rude sur les marchés, imposant les concentrations, entraînant les faillites, poussant à de nouveaux investissements... Au moment même où l'économie semble repartir, la pénurie relative de certaines catégories de travailleurs sur le marché du travail a tendance à entraîner une hausse des salaires ce qui représente une attaque insupportable contre les profits, hantise des capitalistes... Les gains de productivité, les gains sur le temps de travail, incitent les patrons et leurs Etats à accroître l'exploitation. Ce faisant, ils dévoilent ce qui est au cœur même des rapports sociaux de la société capitaliste, la lutte pour l'appropriation du produit du travail humain.

MÉTAMORPHOSE DE LA QUESTION SOCIALE OU ÉVOLUTION DU MÊME RAPPORT D'EXPLOITATION

Face aux transformations qui s'opèrent dans l'organisation de la production et des échanges, et à la régression sociale dont elles s'accompagnent, bon nombre de travailleurs se sentent dépassés par cette évolution. Ils ont le sentiment qu'elle est inéluctable. Elle serait le prix à payer à la modernité.

La première tâche des organisations ouvrières, quelles qu'elles soient, est de répondre à cette propagande afin que les travailleurs ne se sentent pas dominés par les transformations en cours mais au contraire les comprennent afin de les utiliser en leur faveur.

Malheureusement, les grandes organisations ouvrières sont complices de cette propagande patronale et certains intellectuels même la justifient.

Ce n'est pas chose nouvelle que des intellectuels, des sociologues, anciens compagnons de route des stalinien ou non, s'appuient sur les transformations survenues dans la société pour tenter de masquer les responsabilités des réformistes dans les défaites et la régression sociale. Ils reprennent ainsi le fond même du raisonnement réformiste, qui escamote les vrais rapports de classes, y compris politiques, pour faire confiance ou... accuser les « *évolutions objectives* ».

Pendant les années 1960, les réformistes justifiaient leur passivité complice en invoquant l'élévation du niveau de vie dans les pays riches, l'accès des ouvriers à des systèmes évolués de protection sociale, le poids grandissant des services et du secteur tertiaire, faisaient dire à certains que la classe ouvrière des pays riches s'était embourgeoisée, la seule classe porteuse d'espoirs révolutionnaires étant la paysannerie des pays du tiers-monde, alors en lutte pour leur émancipation.

Après la chute du mur de Berlin et la désintégration de l'URSS, la propagande anticommuniste annonçait la « *fin du travail* » et même « *la fin de l'histoire* », célébrant le capitalisme comme le meilleur des mondes possibles. Les mêmes se justifiaient, accreditant au passage les nouvelles fables de la propagande bourgeoise.

Aujourd'hui alors que l'exclusion frappe des millions de travailleurs et que le libéralisme opère des ravages, ruinant toutes ces fables d'un avenir radieux offert aux peuples, la crise de ce qu'il est convenu d'appeler le mouvement ouvrier traditionnel conduit certains à enterrer toute possibilité d'intervention de la classe ouvrière pour modifier le cours des choses, tirant les conclusions logiques de l'adaptation passive du réformisme. Bien sûr, au nom des nouvelles réalités objectives !

Ainsi, lorsque Robert Castel, l'auteur du livre *Les métamorphoses de la question sociale*, entreprend d'expliquer « *pourquoi la classe ouvrière a perdu la partie* », c'est en proposant « *une hypothèse pour comprendre l'effacement relatif de la classe ouvrière dans la structure sociale actuelle à partir de l'analyse socio-historique des transformations internes du salariat* ». Tout se résume pour lui à des faits objectifs, socio-économiques, sans jamais prendre en compte la responsabilité des directions des partis social-démocrate et stalinien dans l'affaiblissement et le désarmement moral et intellectuel de la classe ouvrière, qui est à l'origine de son recul face à l'offensive patronale. Comme tous les réformistes, il théorise l'adaptation à la politique de la bourgeoisie en s'abritant derrière l'évolution économique.

Avec la disparition de ses « bastions » - le fait que l'ouvrier mythique, le « métallo », ne forme plus qu'une minorité du salariat et l'affaiblissement de ses organisations traditionnelles, en particulier stalinienne la classe ouvrière ne représenterait plus une force sociale capable de mettre en œuvre un autre avenir pour la société. Il voit un affaiblissement de la classe ouvrière dans ce qui est en fait son renforcement, l'élargissement de la classe des salariés, la prolétarianisation de catégories sociales appartenant autrefois à la petite-bourgeoisie.

La disparition de l'URSS, et de tous les autres pays soi-disant socialistes aurait mis fin à l'illusion que la classe ouvrière avait un rôle historique et progressiste à jouer, à cette « funeste » utopie révolutionnaire que la bourgeoisie - et c'est bien une des preuves de sa validité - n'a eu de cesse de combattre depuis ses origines.

A leurs yeux, c'était la classe ouvrière encadrée par les appareils des partis et des syndicats stalinien qui répondait le mieux à l'image qu'ils se faisaient d'un haut niveau de conscience politique. Son degré d'organisation, le fait aussi qu'aurait existé, avec l'URSS et les autres pays soi-disant socialistes, un modèle alternatif de société, faisaient du stalinisme et de son emprise sur une large fraction des travailleurs la norme de la classe ouvrière consciente et politisée.

Ils n'imaginaient pas meilleur sort pour la classe ouvrière qu'un salariat raisonnable, où les travailleurs, grâce aux protections sociales et à l'intervention de l'Etat, jouissaient du droit de ne pas finir à la rue. Loin d'y voir comme c'était le cas, le résultat d'un rapport de forces créé par une pression de la classe ouvrière, impulsée par la vague révolutionnaire des années 17-20, ils en faisaient la norme du système, son épanouissement, obtenus certes par des

combats de la classe ouvrière, mais qui auraient permis d'amener à la raison les membres les plus éclairés des classes privilégiées. Un équilibre idéal, assurant la cohésion de la société bourgeoise. Parce qu'ils sont incapables de raisonner hors du cadre du capitalisme, incapables d'envisager que l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, ces intellectuels finissent par légitimer la société capitaliste et bourgeoise.

Or voici que l'équilibre antérieur vole en éclats, et que l'anarchie du système capitaliste, la concurrence impitoyable qu'il engendre règnent à nouveau en maître ou peu s'en faut. L'existence des travailleurs redevient de plus en plus précaire, aucun avenir ne s'ouvre aux jeunes, la seule issue est la contestation radicale de cette société.

Faut-il le regretter et le déplorer ? Outre que ce serait aussi inefficace que de vouloir empêcher la terre de tourner, ce serait surtout ne pas comprendre à quel point ce n'est pas la lutte raisonnable pour des améliorations graduelles de leur sort qui obligea les capitalistes à des compromis mais bien les acquis de la période des luttes révolutionnaires des travailleurs, celles des peuples coloniaux, un héritage dilapidé par les grandes organisations ouvrières, ceux qui les ont marchandées pour obtenir les bonnes grâces des classes dominantes.

En même temps que les « acquis sociaux » de la période précédente - qui ne faisaient que rendre l'exploitation tout juste un peu plus acceptable - ce sont les illusions réformistes qui disparaissent Et en même temps que ces organisations syndicales et politiques se délitent et que le mouvement ouvrier recule, c'est aussi l'emprise des appareils, le carcan du stalinisme qui vole en éclats.

Le mouvement ouvrier ne s'est-il pas construit alors que les travailleurs étaient constamment menacés dans leurs conditions d'existence, sans aucune possibilité de croire à une quelconque stabilité ? C'est son renouveau qui est aujourd'hui à l'ordre du jour, qui ne pourra se faire, comme cela a été le cas dans le passé, que sur une base révolutionnaire.

A l'opposé des intellectuels qui sont démoralisés par les transformations en cours, il nous faut répondre à la situation, en voyant dans la crise actuelle, non pas seulement les éléments de recul, mais les évolutions qui affranchissent les travailleurs de toute illusion dans la bourgeoisie et ses représentants politiques, qui émancipent leur regard sur leur propre situation dans la société, celle d'une classe des salariés qui la fait fonctionner à elle seule, et qui est dépossédée de toutes les richesses, tant matérielles que techniques et intellectuelles qu'elle produit.

L'instabilité que crée la fuite en avant de la bourgeoisie a pour contrepartie d'affaiblir l'influence des appareils responsables de la stabilité sociale passée. Nul regret, cela ne peut manquer d'ouvrir une période d'instabilité révolutionnaire.

LES SOLUTIONS POUR L'AVENIR NE PEUVENT ÊTRE TROUVÉES DANS UNE IDÉALISATION DU PASSÉ

La dégradation de la situation sans que l'on aperçoive de solution crée l'inquiétude. Toutes les certitudes semblent s'effondrer : la jeunesse doit vivre dans la précarité sans espoir d'en sortir, la baisse continue du pouvoir d'achat, la dégradation de la protection sociale et la mise à mal des protections statutaires pour les salariés des grandes entreprises ou du public désorientent les militants tant syndicaux que politiques. La complicité des grandes confédérations syndicales, avec plus ou moins de zèle, à la politique anti-ouvrière du gouvernement de gauche, entraîne la désorientation.

Certes, cette situation en même temps révèle le rôle réel de défenseur de l'ordre établi de cette gauche politique et syndicale et crée les conditions pour l'apparition d'une nouvelle force des travailleurs. Mais ce n'est pour l'instant qu'un espoir dont on n'aperçoit que les premiers signes.

Pas étonnant que certains se tournent vers le passé pour y chercher la solution. La crainte d'un avenir à construire entretient un conservatisme de pensée qui idéalise le passé au moment où il faut en tirer les enseignements, en dégager les faiblesses qui ont rendu possible le recul, pour armer les consciences face aux tâches à venir.

C'est ainsi que resurgissent sous des formes nouvelles de vieux débats du mouvement ouvrier.

Le juste prix du travail, une illusion

Au 19^{ème} siècle, Proudhon, contemporain de Marx, considéré comme l'un des pères de l'anarchisme, révolté par le développement effréné du capitalisme et la misère du prolétariat, cherche des solutions pacifiques à la question sociale en cette période d'expansion capitaliste qui bouleverse tout. Il dénonce la propriété capitaliste, « la propriété c'est le vol » affirme-t-il, mais sans voir dans la classe des salariés la force capable d'en finir avec elle. Sans comprendre que des désordres inhérents au développement capitaliste, peut naître une transformation sociale radicale.

Cette différence de perspective se retrouve dans l'analyse du salaire.

Proudhon considère que ce qui est payé au travailleur par le salaire, ce n'est pas sa force de travail, mais la valeur entière de son travail. D'où viennent, d'après lui, la misère et tous les maux de la société ? De ce que le travail n'est pas payé à sa valeur.

Il faut donc trouver une organisation de l'économie qui rende au travailleur le plein produit de son travail. Comment ? En mettant en place des banques d'échange où tout travailleur pouvant justifier d'un bon de travail de 10 heures (par exemple) pourrait, en échange, recevoir la valeur de 10 heures de travail contenues dans une marchandise, par exemple un vêtement.

Le système des banques d'échange imaginé par Proudhon afin de réaliser cette juste rétribution du travail a inspiré le système des mutuelles qui, s'il a pu apporter un progrès, n'a en rien mis fin aux rapports d'exploitation. Il n'est pas possible de prendre par surprise les classes dominantes, d'escamoter la logique des rapports de classe.

Marx, dans son livre *Misère de la philosophie*, démontre l'erreur de Proudhon qui ne voit pas dans le processus de la production le vol du sur-travail. Là où Proudhon ne voit que misère, Marx prévoit la révolution, seule capable de renverser la propriété privée et donc de restituer à la société toute entière tout le produit de son travail socialisé. Proudhon ne voit pas dans le développement prodigieux du capitalisme les prémices d'une transformation révolutionnaire, rompant avec « l'économie de marché ». Il rêve d'un retour en arrière, d'une économie marchande à ses débuts, fondée sur une juste rétribution du travail.

L'idéalisation des acquis remis en cause, une impasse

Aujourd'hui, des intellectuels comme Bernard Friot, soucieux de combattre la dégradation actuelle de la situation de la classe ouvrière, dénoncent la marchandisation de toute la société et des hommes, mais sans voir que de cette évolution même peut naître une nouvelle perspective. Il regarde en arrière au moment où se forment les conditions qui rendent tout retour en arrière impossible. Faisant une critique de la société capitaliste, il dénonce le libéralisme et cherche la solution du côté des salariés, mais en n'imaginant pas d'autre solution que le retour à un passé idéalisé. Prisonnier des déceptions, fruits des reniements de la social-démocratie et des organisations staliniennes, il ne croit pas qu'une transformation révolutionnaire de la société soit toujours à l'ordre du jour et imagine une évolution dans le cadre même de la société, même si c'est pour la dépasser.

Dans son livre *Puissance du salariat*, Bernard Friot dénonce la situation faite aux salariés, la misère, la précarité, le chômage généralisé et la dégradation des services publics. Il constate la baisse du niveau de la protection sociale créant

d'un côté des pauvres de plus en plus nombreux secourus par des indemnités reposant sur l'impôt (et non plus sur ce qu'il appelle le « salaire socialisé »). Il en est ainsi, par exemple, de la santé où, à côté des pauvres ayant droit à la CMU, les travailleurs à statut bénéficient, en se les payant par l'épargne, de soins de qualité. Et cette épargne intéresse d'autant plus les capitalistes, que les sociétés d'assurances la mettent au service de la spéculation financière, devenue aujourd'hui la principale source du profit.

Comparant les systèmes anglosaxons (où l'impôt assiste à minima les pauvres, les chômeurs dont le patronat se défait entièrement sur l'Etat et où les salariés des grandes entreprises se paient, par l'épargne, les assurances et les fonds de pensions les aléas de la vie, la maladie, le chômage ou la vieillesse), il leur oppose le système qui s'est mis en place en France dans les années d'après-guerre et qui est mis à mal depuis les années 70.

Pour lui, la solution serait à chercher dans cette période de l'après-guerre appelée par certains « les trente glorieuses ».

Il décrit de façon souvent idéalisée cette période durant laquelle les salariés ont imposé des reculs importants aux capitalistes : mise en place progressive des Conventions collectives de branche, création de la Sécurité sociale et de divers organismes de protection sociale. Cette protection sociale a été financée par les cotisations sociales élevées prélevées sur les salaires dont la part dite patronale était la plus importante. Cette part des salaires assurant une protection sociale, le « salaire socialisé » a effectivement permis la mise en place d'une protection minimale de la population travailleuse avec la création de la Sécurité sociale, du service hospitalier de santé, de la protection infantile, de la lutte contre la tuberculose, etc. Pour Friot, cette époque a été une véritable défaite pour le patronat, d'autant qu'elle s'accompagnait de la « démocratie sociale », puisque les dirigeants des syndicats participaient, à parité avec les patrons, à la gestion de maints organismes comme les caisses de Sécurité sociale.

Il entrevoit bien comment la socialisation du salaire ouvre effectivement des perspectives aux travailleurs en mutualisant les fonds qui permettent la mise en place au moindre frais d'une protection sociale efficace. C'est une amorce de la société socialiste où tous les services publics seront socialisés, où l'ensemble de l'activité sociale et productive serait un service public, dans lequel collectivement, les besoins sociaux de tous les hommes seront pris en charge.

Cela étant, Friot, comme beaucoup d'anciens militants du PC ou influencés par lui, idéalise cette période, escamotant les véritables rapports de forces entre les classes. Proche, dans le passé, des idées du Parti communiste, Friot confond souvent la classe ouvrière et les dirigeants des syndicats.

Dans cette époque d'après-guerre où tout était à reconstruire, le patronat craignait la révolte de la classe ouvrière après les souffrances de la guerre, et il avait besoin de la paix sociale. S'il a dû lâcher des concessions, c'est aux syndicats qu'il les a faites, même si la classe ouvrière en a bénéficié. Et principalement à la CGT (même si celle-ci, à la différence de FO et de la CFTC - future CFDT- gardait un langage plus offensif). Moyennant quoi ceux-ci se sont fait les garants de cette paix sociale. C'est grâce à leur trahison que la bourgeoisie a pu garder l'essentiel, en lâchant quelques miettes, et développer les forces productives.

Quant à ce que ces réformes ont amené pour les travailleurs, il ne faut pas en exagérer l'importance. Outre qu'une grande partie des salariés, immigrés, femmes, en sont restés exclus - témoin la grande misère dans les bidonvilles aux alentours des grandes villes - elles ont été de plus une aide de l'Etat au patronat. La mise en place de la Sécurité sociale, par exemple, a déchargé celui-ci de la protection de la santé et, en mutualisant les divers systèmes, a permis d'en abaisser le coût et donc d'empêcher la hausse des salaires.

Le salaire socialisé, c'est toujours le vol du travail

Pour Friot, le salaire se doublerait, à la fois prix de la force de travail et à la fois tarif, barème conventionnel. Conséquence logique de l'idéalisation du salaire différé, le salaire n'est plus, quelle qu'en soit la forme, la contrepartie en argent de la valeur de la force de travail. Le salaire tendrait à devenir une redistribution, une péréquation d'une partie du produit de tout le travail, sous deux formes : le salaire direct et le salaire socialisé. La preuve en serait dans le fait que, depuis les années 45, avec la création des conventions collectives, les travailleurs sont tous payés selon des « tarifs » (tel le SMIC, par exemple). Par cette tarification (simple concession de la bourgeoisie), le salariat aurait évolué. Ce qui est vrai mais ne signifie en rien que cette évolution puisse aboutir à une transformation sociale.

Le travailleur ne serait pas seulement condamné à vendre sa force de travail, mais pourrait échapper au rapport marchand en agissant pour développer le salaire socialisé. Au moment où de plus en plus nombreux sont ceux qui dénoncent la « marchandisation » de toute la société, et où l'évolution du salariat montre à quel point les concessions de la bourgeoisie sont fragiles, il est faux de maintenir de telles illusions. A l'inverse, la conclusion logique de cette

évolution, est qu'il n'y a pas d'acquis solides sans contestation de la propriété bourgeoise, pas uniquement « la propriété lucrative », c'est-à-dire le rapport de classe qui se noue autour du salaire.

Il est juste de dénoncer le renoncement des intellectuels, des syndicalistes, qui n'ont pas su s'opposer à la mise à mal du salaire socialisé d'après-guerre, ceux qui ont désarmé les travailleurs, mais pour que le présent aide à dégager les consciences des limites du passé, c'est-à-dire de la politique réformiste. Aujourd'hui le salaire socialisé est en recul et menacé de disparaître au profit de la fiscalité, puisque, effectivement, avec l'aide empressée de tous les gouvernements, notamment de gauche, les patrons se sont vus exonérés d'une grande partie dite patronale des cotisations sociales, faisant ainsi porter sur les travailleurs seuls leurs propres frais de protection sociale. Chômeurs, retraités et malades, seront payés de plus en plus par des fonds fiscalisés venant de l'impôt, soit l'impôt sur le revenu, soit celui prélevé à la source comme la CSG, ou le RDS, et perdront, du coup, pense Friot, cette dignité que leur conférait le fait d'être payés sur du « salaire socialisé ». Etrange logique moraliste : percevoir des indemnités de chômage de misère par le biais de l'impôt, c'est perdre sa dignité, être un assisté ; mais les percevoir comme une part du « salaire socialisé », c'est retrouver toute sa dignité et son statut de salarié. A défaut de pouvoir affronter la réalité, là encore, Friot la transforme au niveau de la pensée abstraite...

La solution pour lui, c'est donc de revenir et d'étendre ce système du « salaire » socialisé, d'imposer à nouveau au patronat de payer de fortes cotisations sociales. Seul, un tel rétablissement permettrait aux travailleurs de retrouver leurs droits et leur dignité. Plus même, ce système est tellement subversif, pense-t-il, qu'en se généralisant, de proche en proche, il finirait par rendre le capitaliste inutile. Il serait en quelque sorte lui aussi socialisé en douceur.

Ce que ne voit pas Friot, c'est que pour socialiser tous les salaires et la protection sociale, l'obstacle, de taille, c'est qu'il faut exproprier d'abord le capitalisme pour rendre la propriété, sous forme collective, à la société toute entière organisée sous la direction des producteurs eux-mêmes, c'est-à-dire la société communiste. Friot tend à escamoter les vrais rapports de classes.

Le capitalisme n'est pas amendable.

Ce sont les surprofits accumulés contre les peuples qui ont permis, après la guerre, de lâcher quelques concessions aux salariés des pays les plus riches dans le cadre d'un développement mondial des forces productives. C'est pourquoi aujourd'hui, où la croissance s'opère dans un contexte de chômage généralisé, les patrons tentent de reprendre les quelques concessions lâchées pour réduire ainsi le prix de la force de travail.

Si les travailleurs acceptaient la logique des patrons, le droit de ceux-ci à accaparer la plus grande part du produit de leur travail, ils ne pourraient que rester prisonniers et subir les aléas des crises, ne pouvant même pas se battre pour défendre le minimum de leur salaire dans ces périodes.

En espérant que l'on pourrait imposer aux patrons de fortes cotisations sociales et la prise en charge sérieuse, au niveau des progrès de notre époque, de la protection sociale, Friot laisse croire que le capitalisme aurait une marge le permettant. Il n'en est rien ! Nous sommes dans une période de crise et de concentration du capital sur le plan mondial, où tous les capitalistes et les trusts sont engagés dans une concurrence effrénée pour la domination des marchés. Il n'est plus question de laisser perdre la moindre goutte de profit, d'accorder la moindre concession. Le capitalisme d'après-guerre, l'époque où les bourgeoisies pouvaient puiser sur leurs surprofits coloniaux pour lâcher quelques miettes aux syndicats, et aux travailleurs des pays riches, est définitivement révolue. Il faut tourner la page.

« C'est la classe laborieuse seule qui produit toutes les valeurs. Car le mot valeur n'est qu'une autre expression pour le mot travail, expression par laquelle on désigne dans notre société capitaliste actuelle la quantité de travail socialement nécessaire incorporée dans une marchandise déterminée. Mais ces valeurs produites par les ouvriers n'appartiennent pas aux ouvriers. Elles appartiennent aux possesseurs de matières premières, des machines et instruments et des avances d'argent qui leur permettent d'acheter la force de travail de la classe ouvrière. De toute la masse de produits créés par la classe ouvrière, il ne lui revient donc qu'une partie. Et l'autre partie... que la classe capitaliste conserve pour elle... devient, à chaque découverte et invention nouvelles, de plus en plus grande alors que la partie revenant à la classe ouvrière (calculée par tête), ou bien ne s'accroît que très lentement et de façon insignifiante, ou bien reste stationnaire, ou bien encore, dans certaines circonstances, diminue.

Mais ces découvertes et inventions qui s'évincent rapidement avec une rapidité de plus en plus grande, ce rendement du travail humain qui s'accroît chaque jour dans des proportions inouïes, finissent par créer un conflit dans lequel l'économie capitaliste actuelle ne peut que sombrer. D'un côté, des richesses incommensurables et un excédent de produits que les preneurs ne peuvent absorber. De l'autre, la grande masse de la société prolétarisée, transformée en salariés et mise par ce fait même dans l'incapacité de s'approprier cet excédent de produits. La scission de la société en une petite classe immensément riche et en une grande classe de salariés non possédants fait que cette société étouffe sous son propre superflu alors que la grande majorité de ses membres n'est presque pas ou même pas du tout protégée contre l'extrême misère. Cet état de choses devient chaque jour plus absurde et plus inutile. Il faut qu'il cède la place, il peut céder la place. Un nouvel ordre social est possible dans lequel auront disparu les différences actuelles entre les classes et où - peut être après une période de transition courte, un peu maigre, mais en tout cas moralement très utile - grâce à une utilisation rationnelle et au développement ultérieur des énormes forces productives déjà existantes de tous les membres de la société, par le travail obligatoire et égal pour tous, les moyens de vivre, de jouir de la vie, de se développer et de mettre en œuvre toutes les capacités du corps et de l'esprit seront également à la disposition de tous et dans une abondance toujours croissante. »

Friedrich Engels, introduction à Travail salarié et capital, 1891

LA NOUVELLE ÉCONOMIE EXIGE UNE NOUVELLE ORGANISATION SOCIALE, DÉBARRASSÉE DES RAPPORTS D'EXPLOITATION

« La bourgeoisie au cours de sa domination de classe à peine séculaire, a créé des forces productives plus nombreuses et plus colossales que l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble », « C'est elle qui la première a fait voir ce dont est capable l'activité humaine » ; écrivaient Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste* à propos du rôle historique de la bourgeoisie. En deux siècles, la domination du système capitaliste s'est traduite par une hausse considérable de la production et de la productivité. Pour augmenter leurs profits et se disputer les marchés, les capitalistes ont été contraints de baisser les coûts de production en réduisant le temps de travail. Le machinisme s'est développé à un rythme effréné : il fallait toujours produire plus vite sous peine de disparaître face aux concurrents. La productivité a augmenté de façon considérable dans le courant du siècle dernier et notamment dans les vingt dernières années avec l'introduction massive de l'électronique et de l'informatique. Cette course à la productivité sape les bases-mêmes du capitalisme : il faut de plus en plus d'investissements en machines et en matériel pour pouvoir exploiter le travail humain, seule source de profit.

Pour que le temps libre ne soit pas chômage et exclusion mais possibilité de vivre humainement

Les capitalistes ne mettent en œuvre de façon massive les innovations technologiques et scientifiques que lorsqu'elles peuvent leur permettre d'augmenter leurs profits. Les secteurs de production développés n'ont souvent aucune utilité réelle pour la population. L'industrie du luxe, des cosmétiques ou des armes ont permis d'asseoir les fortunes des Bettencourt, Amault, Pinault, Dassault et Lagardère. Et si la productivité dans l'industrie automobile a considérablement augmenté, doit-on en conclure pour cela qu'il est utile du point de vue des intérêts de la collectivité de produire un si grand nombre de voitures individuelles ?

L'augmentation de la productivité se fait au détriment des salariés. L'économie du temps de travail, condition indispensable à tous les progrès sociaux, se transforme en son contraire dans la logique capitaliste. Elle se traduit par des licenciements, une intensification de la production, une dégradation des horaires de travail pour faire tourner les machines au maximum.

Pour faire baisser le prix du travail, les capitalistes ont organisé à l'échelle mondiale une mise en concurrence des salariés de tous les continents. Ils ont imposé, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, l'existence d'un volant permanent de chômeurs, écartés de toute activité productive ou contraints à servir de main-d'œuvre précaire. Cette « *armée industrielle de réserve* » dont parlait Marx, est indispensable au fonctionnement du capitalisme dans sa lutte incessante pour faire baisser le prix du travail.

La concurrence et la recherche de profit enserrent la production dans un carcan. La capacité d'absorption limitée du marché, les impératifs de la recherche du profit maximum, rendent les capitalistes incapables de mettre en œuvre toutes les compétences, toutes les énergies existant dans la société. Le système étouffe, incapable de contenir les progrès technologiques et scientifiques qui sont le fruit du travail humain, laissant en jachère d'immenses possibilités de développement.

Les progrès scientifiques et technologiques actuels permettraient de satisfaire les besoins vitaux de l'humanité

Le capitalisme est incapable de satisfaire les besoins vitaux de l'ensemble de l'humanité. Le simple droit de disposer d'une nourriture saine, de pouvoir boire de l'eau potable, de se loger, de se soigner, de pouvoir accéder à la culture, est refusé à une grande partie de l'humanité et se détériore gravement pour les autres.

Deux logiques s'opposent : celle du profit, de l'intérêt privé et celle de la satisfaction des besoins collectifs. L'utilisation des progrès de la science et de la technologie au service de la collectivité permettrait de résoudre rapidement et efficacement les problèmes majeurs auxquels se trouve confronté l'ensemble de l'humanité. L'utilisation des nouvelles technologies permettrait de recenser les besoins comme les capacités de production. Elles permettraient de recenser aussi les compétences disponibles et de les utiliser de façon rationnelle en ayant la double préoccupation de soulager la peine des hommes et de produire tout ce qu'ils jugeraient utile au fonctionnement de la société.

Les ressources matérielles et humaines existent aujourd'hui pour qu'il soit mis fin au chômage et à la misère par la répartition du travail entre tous, pour que l'exploitation et l'aliénation du travail cèdent le pas à la participation consciente aux discussions et aux décisions de l'ensemble de la population.

Les possibilités matérielles existent pour que l'humanité se débarrasse du fardeau du travail productif et pour que les hommes, consacrant de moins en moins de temps à l'activité productive, puissent pleinement s'épanouir en satisfaisant leurs aspirations aux loisirs, à la culture et à une vie sociale qui permette des échanges riches et variés.

L'abolition du salariat, conséquence de la prise en main par les hommes de leur propre histoire et de leur capacité à assumer consciemment leurs besoins sociaux

Certes, le renversement du capitalisme, la prise en main par l'ensemble de la société de l'activité économique ne supprimeront pas immédiatement la nécessité d'imposer des normes de répartition du travail et des échanges monétaires. Marx et Engels envisageaient des périodes de transition avant d'en finir définitivement avec les vestiges de l'organisation capitaliste. C'est progressivement que l'organisation socialiste de la société satisferait l'ensemble des besoins sociaux - la nourriture, le logement, la santé, l'éducation, la culture - sans être soumis aux règles du marché, sans qu'il soit nécessaire pour chaque salarié d'échanger directement une quantité déterminée de son travail pour pouvoir en bénéficier. La société capitaliste actuelle a d'ailleurs dû, dans certains domaines, concéder certains de ces droits, même si elle les remet en cause aujourd'hui : la scolarité est un droit, de même que celui de bénéficier de soins, même si ces droits sont réduits à la portion congrue pour les plus pauvres. Mais ce que l'on appelle aujourd'hui, le « *salairé socialisé* » - le fait qu'une partie du salaire ne soit pas directement perçue par le salarié, mais serve à financer des prestations sociales collectives -, ne donne qu'une image bien pâle de ce que cette répartition des biens et des services deviendrait dans une société qui ne serait plus dominée par la logique marchande.

Dans une société socialiste, c'est le développement des richesses nécessaires à la satisfaction des besoins sociaux utiles qui rendrait matériellement possible le changement du mode de répartition. Un secteur de plus en plus grand pourrait ainsi échapper à l'échange monétaire : de plus en plus de biens pourraient être répartis en fonction des besoins. Les richesses produites par le travail permettraient de répondre à ces besoins. La partie du travail payée sous forme de salaire individuel serait de plus en plus réduite au fur et à mesure que le salaire se socialiserait, l'ensemble des besoins sociaux étant pris en charge par la société.

On peut penser que, débarrassée de l'étouffoir de la propriété privée et des rapports d'exploitation, l'humanité sur la base des progrès technologiques actuels et de ceux qu'elle ne manquera pas de développer, franchira en moins de

temps que ne pouvaient l'imaginer Marx et Engels l'étape qui, selon leur expression, permettra à l'humanité de « passer du règne de la nécessité à celui de la liberté » et d'accéder à ce « droit au bonheur » que les révolutionnaires avaient affirmé dès le XVIII^{ème} siècle.

Pour briser la logique du profit, abolir le salariat qui transforme les hommes en marchandises

Mais pour que toutes les forces contenues dans le travail humain puissent être utilisées, pour que l'humanité fasse sauter le carcan du libéralisme, il est nécessaire que les travailleurs renversent la domination des capitalistes sur l'activité économique, le droit de la propriété privée bourgeoise à s'approprier leur force de travail et à en user comme d'une marchandise, à leur voler leur travail et à étouffer toute leur vie sociale.

L'évolution actuelle du système capitaliste remet en cause les droits élémentaires du monde du travail et de l'ensemble de la population. La défense conséquente de ces droits et des intérêts des salariés, des jeunes et des chômeurs ne peut se faire sans contester les droits des capitalistes à diriger l'économie, sans faire de profondes incursions dans le domaine de la propriété privée.

Pour cela, il est nécessaire que les luttes partielles puissent converger vers une remise en cause globale de la mainmise des capitalistes sur la société. Que ces luttes puissent réussir suppose que ceux qui les mènent s'affranchissent de toutes les pressions et chantages patronaux, c'est-à-dire qu'une fraction importante des salariés, des jeunes et des chômeurs s'approprie les idées d'émancipation sociale, les idées socialistes et communistes et s'en servent comme outils pour mener leurs luttes.

La satisfaction des droits vitaux des travailleurs se heurte à chaque pas à l'organisation sociale et à l'idéologie de la bourgeoisie. Le simple droit de pouvoir disposer des ressources nécessaires à satisfaire les besoins vitaux de tout être humain dans une société moderne, suppose de revendiquer et d'imposer le droit de disposer d'un revenu qui soit un droit, que l'on soit ou pas écarté de l'activité productive.

Cela suppose d'imposer des augmentations de salaires et de revenus conséquentes, c'est-à-dire de disputer aux patrons le droit de s'accaparer les richesses et d'imposer le contrôle sur l'économie, sur l'embauche pour que soient satisfaits les besoins collectifs. Imposer ces droits, cela revient à remettre en cause la propriété privée et tous les droits que s'arrogent les capitalistes, dont celui de transformer les hommes en marchandises.

C'est au cœur de la production que cette domination peut être mise en cause par ceux-là même qui produisent, transportent et gèrent toutes les richesses. C'est pour cela que la classe des salariés est potentiellement révolutionnaire, parce qu'elle est au cœur de l'activité économique, qu'elle se heurte à chaque instant à la propriété bourgeoise et quelle n'a aucun privilège à défendre.

Mais les luttes qu'elle mène et qui découlent de la satisfaction de ses besoins collectifs, ne peuvent aboutir que si une large fraction d'entre elle est totalement affranchie de l'idéologie et de l'influence des patrons, que si elle ne se laisse pas museler par le respect de leur ordre, c'est-à-dire qu'elle échappe à l'emprise des forces politiques qui sont les porte-parole du libéralisme, s'émancipe de l'influence des réformistes et soit décidée à ne mettre aucune borne à ses luttes pour imposer ses droits et défendre ses intérêts, qui sont ceux de la collectivité.